

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste de Belgique fondé par Joseph Jacquemotte en 1920



Assange : le courage et la dignité

Éditorial : PREMIER MAI : JOUR DE FÊTE ET DE RÉSISTANCE

Le premier mai est bien l'emblème historique des luttes populaires. C'est à la suite de ce jour de 1886 où des hommes et des femmes ont mis toute leur force dans la bataille pour réclamer la journée de 8 heures, certains l'ayant payé de leur vie, que cette date a été reprise par les travailleurs du monde entier pour symboliser leurs batailles.

Ce mois de mai sera en Belgique et en Europe, le mois d'élections, l'opportunité de rejeter le gouvernement le plus à droite de l'après-guerre, de refuser les politiques d'austérité dictées par l'UE, diminuant les salaires (saut d'index...), dégradant les conditions de travail et les moyens d'entraide que les luttes de nos parents avaient réussi à obtenir, la sécurité sociale notamment. Cependant, le plus important aujourd'hui est que les travailleurs et les exclus de l'emploi constituent un socle solide sur lequel faire reposer les luttes.

Nous vivons depuis des mois, des manifestations nombreuses contre le dérèglement climatique, le racisme, pour l'égalité hommes/femmes, celles des gilets jaunes qui se dressent contre la précarité qui augmente sans cesse, celles des syndicats pour la préservation de la pension, des conditions de travail, des services publics etc. Si la question est de comment faire converger ces luttes pour qu'elles conduisent à un changement radical de politique, la réponse ne viendra pas d'une simple addition, mais de l'analyse des causes des problèmes. Les contradictions du monde d'aujourd'hui sont nombreuses, pas toujours faciles à comprendre, pourtant seule leur analyse nous permettra de trouver la cause fondamentale de tous ces problèmes dans la nature même du système capitaliste.

C'est cette compréhension qui nous amène aussi à voir que les luttes interna-

L'invité du DR :

Felipe VAN KEIRSBILCK,
« *Le grand capital est opposé à une transition écologique radicale* »

Marie-France Deprez
Les médias et la crise vénézuélienne

Vladimir Caller

- Brexit, l'Albion toujours perfide
- Julien Assange : victime de la trahison et de l'indécence

Guy Stroobants

Luttes sociales et environnementales, des combats indissociables

Martin Willems

Le syndicalisme face à ses défis

Roland Marounek

Rwanda 94 : L'émotion qui cache la forêt des intérêts occidentaux

Bernard Lefevre

Syndicats : l'indispensable aggiornamento

Le PCB aux prochaines élections

Sommaire complet à la page 20

tionales nous concernent, car le capitalisme est indissociablement lié aux guerres et à l'impérialisme. C'est pour la préservation de l'emprise des multinationales étatsuniennes et européennes sur les matières premières que les USA et l'Europe veulent garder le contrôle en Afrique, en Amérique latine, au Proche-Orient et veulent que toute résistance sur ces continents soit combattue ou dévoyée. C'est le risque en Algérie où derrière l'insurrection populaire guette, comme toujours, la menace de la récupération et de l'instrumentalisation des mots d'ordre de liberté et démocratie. Dans ce contexte, le Venezuela, pays certes riche de son pétrole, mais aussi et surtout, de sa révolution bolivarienne portée par un peuple courageux préparé à la lutte, nous donne une leçon de résistance. Un exemple dangereux aux yeux des puissances impérialistes. ■

MF-D

Felipe VAN KEIRSBILCK : « Le grand capital est opposé à une transition écologique radicale »

Felipe Van Keirsbilck est Secrétaire général de la CNE depuis près de 10 ans. La CNE représente une exception relative dans le syndicalisme belge : sur le plan organisationnel, c'est la seule centrale (avec la CSC Enseignement, et récemment les métallos wallons de la FGTB) à s'être organisée sur une base francophone, et ce depuis plus de 80 ans. Sur le plan de l'engagement dans un « syndicalisme de mouvement social », elle se distingue souvent par des positions plus radicales, ce qui surprend certains observateurs, le syndicalisme « employé » ou « des services » étant souvent, dans la majorité des pays ou des confédérations, plus conservateur ou « moins à gauche ». Des représentants de la CNE avancent deux explications à ce fait : l'homogénéité linguistique qui facilite les débats internes sur les questions politiques, et l'importance attachée depuis toujours par la CNE à son service d'étude et de formation, avec un effort important d'éducation permanente de la classe ouvrière, des employés et cadres.

Le DR se réjouit de l'accueillir dans ses pages.

Le Drapeau Rouge.- Le mouvement contre l'inaction du gouvernement face au

dérèglement climatique a amené les jeunes dans les rues. Depuis peu, ce problème commence à susciter l'attention des syndicats (particulièrement la CNE). Comment lier cette lutte avec celles syndicales dans lesquelles l'emploi tient une position centrale ? N'estimez-vous pas qu'il faudrait associer ces luttes au refus d'un système fondé sur un productivisme exacerbé et dont le but central, sinon unique, est la recherche du profit ?

Felipe Van Keirsbilck.- Le fait que les opposants à une transition climatique radicale et juste soient précisément les défenseurs du grand capital saute aux yeux. Lors d'un épisode dramatisé fin mars 2019, l'article 7bis de la Constitution belge aurait pu être modifié sans délai et permettre à la Belgique de sortir du blocage institutionnel qui empêche toute initiative écologique majeure. Qui a torpillé cette modification ? Les partis de droite flamands et le MR longtemps (jusqu'à ce que la pression de l'opinion francophone l'oblige à retourner sa veste). La N-VA en tête affichait d'ailleurs l'argument explicite : vouloir une politique climatique ambitieuse nuirait à l'industrie flamande (certains N-VA ajoutant avec arrogance et mépris de la réalité : « les Wallons peuvent s'en foutre parce qu'ils n'ont de toute façon plus d'industrie »).

Donc oui, c'est clair : une position écologiste conséquente est nécessairement en opposition avec le capitalisme... On aimerait d'ailleurs que les dirigeants d'Ecolo (et surtout de Groen) en soient tous convaincus, mais c'est une autre question.

La position syndicale sur ce dossier est toutefois une question délicate. Sauf à se payer de mots et de slogans bon marché, il faut reconnaître que le productivisme et la foi en l'équation « croissance =

emploi » continuent de régner dans les esprits syndicaux. Ce qui peut s'expliquer (sans se justifier) de deux façons : historiquement, au moins jusqu'aux années 70, le productivisme a été la condition du partage social-démocrate¹ des richesses et du pouvoir. Ce n'est plus vrai aujourd'hui, mais il faut parfois des années (ou des décennies) pour remettre



à jour une base de données... L'autre raison est que certains assimilent la société sans croissance exigée par la transition écologique² avec la récession (cf. 2008-2010). Une image que j'emploie parfois : pas plus que la cuisine végétarienne ne peut être pensée comme un boudin-compote dont on aurait retiré le boudin, une économie viable pour la transition ne peut être pensée comme un système basé sur la croissance... privé de croissance ! Se libérer du dogme désormais mortifère de la croissance demande de repenser en profondeur presque tous les aspects de l'économie et de la société...

¹ À la différence de certains de mes camarades de gauche radicale, je n'emploie pas 'social-démocrate' comme une insulte. F. Hollande se prétendait social-démocrate ; mais l'insulte qui convient dans son cas est social-libéral, ou simplement 'traître'. Pour moi la social-démocratie désigne un mode de répartition du pouvoir où le capitalisme n'est pas frontalement remis en question, mais fait en échange des concessions importantes aux travailleurs (en termes de part salariale et de droits) et à leurs organisations. Le patronat européen a quitté la social-démocratie dans les années 80 ; en tant que système d'équilibre entre deux parties, celle-ci n'existe donc plus.

² La démonstration a été faite abondamment que le « découplage » entre croissance et émission de CO₂ relève de la fantasmagorie. Donc on ne peut mathématiquement pas désirer la diminution des émissions de CO₂ et le maintien d'une croissance continue.

Donc, avec notre position du Congrès CNE 2010, d'abjurer la foi fondamentale en la croissance du PIB, nous sommes assez seuls. Et cela reste difficile à concrétiser. La négociation collective devrait être un levier pour la transition ; mais cela marche surtout au niveau sectoriel ou inter-pro, en utilisant les grands leviers comme l'extension de la Sécu et des services publics, la RTT (réduction collective du temps de travail), etc. Des sujets pour lesquels il n'est pas facile de mobiliser au niveau de l'entreprise, surtout dans un contexte de concurrence syndicale... L'organisation qui proposera plutôt des chèques-repas ou des CCT 90 (prime salariale) aura le rôle le plus facile...

Le DR.- La précarité augmente de façon inquiétante en Belgique, particulièrement à Bruxelles. La privatisation des services publics rend de plus en plus difficile l'accès à la santé, à l'enseignement, aux services de justice, il y a de moins en moins d'emplois dignes. Comment faire pour que ces problèmes soient associés à la lutte pour le climat de sorte à les intégrer dans un seul objectif de justice sociale ?

F. VK.- C'est évident que de bons services publics sont à la fois pourvoyeurs d'emplois décents (tant que la gestion du public n'est pas contaminée par la fièvre managériale) et un puissant levier contre les inégalités. Quand les services publics périclitent (notamment dans les soins aux personnes) ce sont les pauvres et les femmes qui trinquent : les pauvres parce qu'ils ne peuvent s'offrir les alternatives du marché, et les femmes parce que les soins leur retombent sur le dos, au nom de leur « vocation éternelle » à prendre soin (gratuitement) de tous. Donc les femmes pauvres trinquent deux fois.

Mais en outre, les services publics (et plus globalement les fonctions collectives, y compris le non marchand, et tout ce qui concourt au pilotage démocratique de l'activité économique) sont un instrument indispensable de la transition écologique. Sous l'emprise de l'accumulation du capital, l'activité économique ne peut voir les urgences écologiques que comme des obstacles à contourner, quitte à faire un peu semblant dans une démarche de greenwashing (voir l'initiative « sign for my future » sponsorisée par de grandes entreprises qui ne montrent aucune inflexion écologique dans leur activité

réelle). En clair et bref : il n'y aura pas de transition écologique sans développement important des services publics et de l'économie hors-capitalisme. Cela ne signifie pas (pour moi) qu'on doive renoncer à sauver la planète tant qu'on n'a pas détruit le capitalisme de bout en bout ; ça signifie que les vraies solutions écologiques sont à chercher dans les espaces de résistance au capitalisme : le public, la sécu, les coopératives, le non-marchand, etc.

Le DR.- À propos du récent Accord Inter-professionnel, négocié avec en toile de fond la grève du 13 février en front commun syndical, Peter Timmermans a déclaré : « Cet AIP est un bon accord et une bonne chose pour la stabilité socio-économique de notre pays. » Cet accord vient d'être accepté par la CSC et la CGSLB mais a été rejeté d'abord par la CNE puis par la FGTB. Face à la situation créée, la lutte en front commun reste-t-elle encore possible ? Comment est-ce ressenti à la base ?

F. VK.- Le front commun reste indispensable (rien d'important n'a été conquis en Belgique sans lui), et il est possible. Possible parce que tant à la CSC (avec une courte majorité de oui) qu'à la FGTB (avec une courte majorité de non) il y a une convergence forte pour identifier le problème de fond : la loi de blocage des négociations collectives de 1996 radicalisée en 2017 (que la CNE a baptisée « Loi Zéro Salaire »). Finalement tout le monde partage peu ou prou notre conclusion : sous cette loi criminelle, l'alternative est soit un mauvais AIP, soit pas d'AIP du tout. Autour de cette analyse commune, il y a surtout des évaluations tactiques sur les verres à moitié pleins/à moitié vides, et des jeux de positionnement. Mais si le front commun est possible, il n'est pas acquis pour autant : certains à la FGTB aimeraient s'offrir une petite campagne de promotion sur l'air de « nous on est purs, c'est la faute des autres » (alors que toutes les composantes de l'AIP seront finalement mises en œuvre...) ; et certains à la CSC voudraient « punir » la FGTB de s'être distanciee du projet d'accord qu'elle avait paraphé. Ce sont évidemment, de part et d'autre, des positionnements de clocher qui font peu de cas de l'intérêt des travailleurs, mais ça existe. Surtout, il faudra voir, face au prochain gouvernement, si un front commun déterminé s'organise pour la sup-

pression de la loi de 2017 : on a que trop connu depuis 2015 le « front commun pour ne rien faire »...

Quant au ressenti à la base, je pense que ça dépend des délégués ; mais la plupart des délégué-es CNE ont été informé-es suffisamment des enjeux réels, et ne se laisseront pas entraîner dans des querelles inutiles.

Le DR.- Les Gilets jaunes luttent chaque semaine, les jeunes pour la justice climatique également. À côté de ce type d'actions, certains jeunes ont commencé des actions de désobéissance civile bien plus musclées (notamment dans la zone neutre). Comment les militants syndicaux (dont certains réclament des attitudes plus radicales) réagissent-ils devant ces actions ?

F. VK.- Il me semble qu'on doit d'abord prendre ces actions au sérieux et les étudier avec humilité. Le pire serait de les regarder de haut ! Ensuite je vois deux réflexions : d'abord, ces jeunes (et moins jeunes) ré-ouvrent l'éventail des modalités d'action collective. C'est parce que notre mémoire est courte que nous croyons que la grève classique (de courte durée, pour un enjeu d'entreprise) ou la manif ritualisée (parcours et horaires convenus jusqu'au détail à l'avance) sont les seules actions syndicales « traditionnelles ». Pour ne prendre qu'un exemple : si notre mémoire remontait jusqu'à 1936, on aurait dans nos « traditions » la grève avec occupation, l'appropriation collective des moyens de production, etc. Donc, premier point : bravo et merci d'ouvrir à nouveau la caisse à outils. Et de revaloriser au passage des mots (comme « grève ») qui étaient devenus infamants sous les plumes fatiguées de la presse dominée-dominante.

Seconde réflexion : les actions de désobéissance civile ont une force magnifique, on ne doit pas les écarter ; mais comme syndicat, on doit aussi continuer à chercher et développer des moyens d'action qui rassemblent effectivement une grande masse de travailleurs. L'histoire (Rosa Parks, Gandhi ...) a montré que la désobéissance civile de masse est possible ; mais comme dirigeant syndical, je veux éviter les « courts-circuits » par des formes spectaculaires d'action de petits groupes qui couperaient le syndicat de la masse de ses militant-es.

Le DR.- Sur le plan international, l'interventionnisme flagrant des États-Unis au Venezuela, cautionné en partie par l'UE et notre gouvernement, a été traité de façon biaisée par les médias et pratiquement ignoré par les organisations syndicales. Il était un temps où le syndicalisme portait grande attention à la solidarité internationale. Ne croyez-vous pas que dans le monde mondialisé où nous sommes, cette solidarité devrait revenir à l'ordre du jour ?

F. VK.- Evidemment. C'est une vraie souffrance pour moi de voir que plus la violence néolibérale s'aggrave, plus les organisations se replient sur « leurs urgences » nationales. Le mouvement syndical mondial aurait dû se lever (encore plus qu'il ne l'a fait) contre le coup d'état contre Lula, et pour soutenir les travailleurs face à « Bolsonazi ». Dans le cas du Venezuela, ma tristesse s'alourdit de constater que presque personne en Europe ne résiste à la propagande de guerre des USA. Non pas que je sois un supporter inconditionnel de Maduro ; mais accabler ce gouvernement sans voir que 90% du problème vénézuélien vient de l'agression économique (et des manœuvres de déstabilisation) dont ce pays est victime depuis 20 ans, c'est de l'aveuglement coupable. On dirait qu'on a une presse et des dirigeants sans mémoire, ou avec une myopie troublante de l'œil gauche. Le gouvernement du Honduras provient d'un coup d'état flagrant ; la pauvreté et la violence règnent dans ce pays, mais ce n'est un problème pour personne, puisque les nouveaux dirigeants s'inscrivent dans la « doctrine Monroe » et soumettent leur pays aux intérêts des USA. Par contre, la pauvreté ou la violence, lorsqu'elles sévissent au Venezuela « chaviste », et même si elle

sont grandement provoquées par les USA, justifieraient, pour notre presse « mainstream », un coup d'état et même une nouvelle guerre « au nom de la démocratie »...

Le DR.- Le premier mai est la fête des travailleurs. Elle commémore une grève historique à Chicago pour la journée de 8 heures et le massacre de grévistes qui s'ensuivit. En Belgique, elle est associée à la FGTB et sa tonalité semble être davantage festive que militante. Pensez-vous que cette fête pourrait avoir un profil plus unitaire reflétant la convergence des luttes entre les différents syndicats du pays ?

F. VK.- Dans tous les pays du monde, le 1^{er} Mai est un jour de fête de tous les travailleurs et de leurs luttes. Sauf en Belgique... Une exception dont nous n'avons pas à être fiers ! Elle s'explique par l'histoire sociale si particulière de notre pays, l'un des seuls au monde où le syndicalisme « chrétien » s'est imposé comme une organisation importante – et même la plus importante. Le poids de l'Église en Flandre au 19^e et une grande partie du 20^e siècle, et d'une tradition de « mouvement ouvrier antisocialiste » explique beaucoup cela : aujourd'hui encore, en Flandre, l'ACV fête « son » 1^{er} Mai fin avril, sous le nom de Rerum Novarum. Bon, c'est une façon de dire « nous ne sommes pas comme la FGTB »... mais qui laisse les francophones orphelins, et qui nous coupe aussi de la fête mondiale des luttes ouvrières et syndicales. Et je dois dire, hélas, que quand avec la CNE ou la CSC Bxl on a essayé de proposer un 1^{er} Mai uni-

taire, on n'a pas toujours trouvé des interlocuteurs enthousiastes du côté de la FGTB, où beaucoup considèrent comme une trop belle aubaine d'occuper seuls cet espace de mémoire et de célébration des luttes. Quitte à faire des « fêtes » sponsorisées par l'Action Commune³, en dépit des politiques très conciliantes avec le néolibéralisme que le PS a menées en maintes occasions.

On peut remarquer régulièrement, d'ailleurs, que certains préfèrent « l'Action Commune au front commun ». C'est une des raisons pour lesquelles je me réjouis que la CNE ait déclaré et assume jusqu'au bout son indépendance radicale par rapport aux partis politiques : on a un peu moins « d'amis » à qui téléphoner dans les cabinets ; mais quand nous faisons des alliances, il n'y a pas d'autre ressort que les intérêts des travailleurs.

Mais je ne désespère pas : un jour, en Belgique, ou du moins en Wallonie ou à Bruxelles, avant ma mort j'espère, il y aura de nouveau un 1^{er} Mai unitaire centré sur la lutte de la classe ouvrière. Sans nostalgie : cette lutte est différente de ce qu'elle était en 1886 (manif de Chicago pour la journée des 8 heures) ; aujourd'hui nous ne devrions pas fêter ou célébrer une lutte qui ne soit pas à la fois anticapitaliste, antiraciste et féministe. Et écologiste. Mais à travers ces différences d'un siècle à l'autre on voit aussi des continuités : la lutte pour le temps, pour la Réduction collective du temps de travail, reste aujourd'hui au cœur des combats syndicaux, écologistes et féministes, par exemple.

3 C'est-à-dire l'articulation du PS, des mutualités socialistes et de la FGTB

Propos recueillis par Marie-France Deprez

Du nouveau sur le site web du DR !

Nous invitons nos lecteurs et amis à visiter notre site entièrement renouvelé où vous trouverez la totalité des archives du journal, une section commentant des faits d'actualité. Par ailleurs, chacun des articles dispose d'un lien qui vous permet de les commenter directement !

Visitez-nous, faites-nous part de vos avis et, si cela vous dit, faites-nous connaître !

Journal du Parti Communiste

Fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

www.ledrapeaurouge.be

Brexit : l'Albion toujours perfide...

Vladimir Caller

Le spectacle, interminable, du processus de sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne ne cesse d'amuser une opinion publique par ailleurs également perplexe. Et d'inquiéter aussi le grand business, vu l'importance de ce grand pays dans les échanges commerciaux européens. Événement d'autant plus curieux qu'il s'agit de la sortie d'un pays qui n'y était pas réellement entré. En effet, la Grande-Bretagne est la grande absente des mécanismes qui comptent dans la construction européenne : elle ne souscrit ni à la monnaie unique, ni aux accords de Schengen, ni aux accords de coopération structurée permanente (relatifs à la défense) ni à ceux de la coopération en matière de droits de la famille. Elle participe par contre, et largement, aux instances de la Commission européenne, du Parlement, du Conseil. Là où elle peut influencer les politiques générales de l'Union ; conseiller mais pas payeur, comme on dit.

Deux pronostics annonciateurs

Lors de la signature du Traité de Rome, en Mars 1957, instaurant la communauté européenne, le délégué anglais, Lord Selwyn-Lloyd, non signataire certes, résumait le point de vue de son pays de manière assez

expressive : « Le futur traité dont vous êtes en train de discuter n'a aucune chance d'être accepté ; s'il était accepté, il n'aurait aucune chance d'être ratifié ; s'il était ratifié, il n'aurait aucune chance d'être appliqué ; et s'il était appliqué, il serait totalement inacceptable pour la Grande-Bretagne ». Un autre visionnaire, cette fois français, le Général Charles de Gaulle, lui répondit à sa manière et avec une remarquable lucidité quelques années plus tard lorsque l'Angleterre, oubliant ses pronostics arrogants et vivement intéressée par le business avec le Marché Commun, décida de chercher à adhérer : « Faire entrer l'Angleterre [...], ce serait pour les Six (les pays signataires d'alors NDR) donner d'avance leur consentement à tous les artifices, délais et faux-semblants qui tendraient à dissimuler la destruction d'un édifice qui a été bâti au prix de tant de peine et au milieu de tant d'espoirs. »

Le Général avait compris que l'Angleterre n'était que le cheval de Troie des États-Unis pour infléchir l'orientation du projet en faveur de leurs intérêts. D'où le veto qu'il pose en 1963, confirmé en 1967, à l'entrée du Royaume-Uni. Veto vite oublié lorsque le Général dut quitter le pouvoir, Mai 68 aidant, et laisser la place à Georges Pompidou, bien plus soumis aux politiques atlantistes.

En fait, au-delà du plan politique ou économique, le Royaume-Uni n'a jamais aimé l'Europe. Il s'est toujours senti bien plus proche de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Inde, ses anciennes colonies, du Commonwealth en général, et bien entendu des États-Unis et du Canada. La communauté de langue, la proximité de culture a, sans doute, facilité ce rapprochement, en même temps qu'une distance réelle et tenace vis-à-vis du continent. C'est ainsi que lorsque l'Europe tremblait en 1789 avec la Révolution française, en 1830 et 1848 lors des révoltes parisiennes, ou plus tard en 1917 avec la révolution d'Octobre, l'Angleterre est restée plutôt impassible à la différence d'autres peuples européens. Plus récemment, la II^e Guerre Mondiale fit du Royaume-Uni un pays de résistance, sans occupation et sans collaboration intérieure, une différence peu mince avec d'autres pays du continent. Si à cela s'ajoute la toujours présente nostalgie impériale et la sacralisation de ses institu-

tions, en particulier de son parlement, ce Westminster vieux de huit siècles, devenu référence suprême d'identité nationale, on peut comprendre leur difficulté à accepter que ce soit un Juncker ou un Barroso qui dicte ses règlements à ce sacrosaint "Parliament of The United Kingdom".

Brexit : une victoire inachevée

Autant un esprit de gauche ne peut que se féliciter que l'Union européenne, telle qu'elle existe et fonctionne, ait subi avec le Brexit une telle leçon venant des segments les plus modestes de la population britannique, victimes privilégiées des politiques européennes. Autant on ne peut que regretter que cette victoire ait été d'une certaine manière conduite par des personnages d'idéologie ouvertement néolibérale et xénophobe tels que Boris Johnson ou le député européen Nigel Farage. Ceci ne s'explique que par la faiblesse des mouvements de gauche radicale incapables de disputer leur hégémonie. Et c'est ainsi que nous nous trouvons face à de laborieuses négociations d'un côté avec l'UE pour régler la sortie et d'un autre côté, entre les groupes parlementaires britanniques pour se mettre d'accord sur les termes de l'accord de cette sortie. Et ce, sur fond d'effet négatif sur l'activité économique, de désinvestissements, de délocalisation, de chute de la Livre sterling, etc. Situation que la droite exploite pour retirer tout crédit à l'aspiration des travailleurs d'en finir sans tarder avec l'UE et la monnaie unique.

Or ce Brexit anglais montre les difficultés, voire l'échec, d'une sortie de droite ; d'une sortie politicienne gérée entre les conservateurs et la social-démocratie. Elle ne dément en rien l'urgence de lutter contre le projet réactionnaire, depuis sa naissance, d'intégration européenne. Certes, le fait de sortir de l'UE et de l'euro ne nous conduirait pas automatiquement au socialisme mais elle affaiblirait gravement les projets les plus réactionnaires de cette intégration et ce, non seulement dans ses projets socio-économiques néolibéraux, mais aussi, et surtout, dans ceux déjà engagés dans la militarisation des politiques du continent, dans la perspective d'affronter, en concertation avec le Pentagone, la Russie et la Chine. ■

¹ C'est suite au Brexit, et grâce aux appels pressants de Macron, que le Royaume-Uni négocie avec l'UE les manières de retourner au projet de défense commun

Rwanda 94 : L'émotion qui cache la forêt des intérêts occidentaux

Roland Marounek

Le narratif occidental utilise toujours les mêmes méthodes : isoler les événements de ses causes, les présenter séparés de leur contexte et sans rapport avec des intérêts économiques; mettre en avant l'émotion pour empêcher réflexion. L'horreur ressassée des massacres au Rwanda permet d'occulter la question du jeu sanglant des puissances impérialistes en Afrique Centrale.

J'étais témoin au Burundi en 1987 d'une scène interpellante : un notable du village avait fêté la prise de pouvoir de Museveni. Quand je lui en demandai la raison, il me répondit que *l'armée de Museveni était Tutsi, et qu'après l'Ouganda, ils allaient envahir et reprendre le pouvoir au Rwanda.* Lorsque trois ans plus tard l'Armée du Peuple Rwandais s'abattait effectivement sur le Rwanda, peu de monde dans la région ne doutait que le discours multiethnique et démocratique de Kagamé était essentiellement destiné à l'étranger.

Les racines profondes du génocide

Lorsque les Européens atteignent les royaumes du Burundi et du Rwanda à la fin du 19^e siècle, ils trouvent une société divisée en classes sociales, entre la grande majorité paysanne « Hutus » et les tenants du pouvoir, possesseurs du bétail, les « Tutsi »; 15% de la population d'après les recensements coloniaux. Ce n'est qu'une approximation d'une réalité plus complexe, mais les colonisateurs² vont accentuer cette division de classe pour asseoir leur pouvoir. Au nom de la hiérarchie raciste qui fondait la colonisation belge, cette distinction devient une question de *race* : le Tutsi devient d'origine hamite, race « supérieure », « presque blanche », née pour diriger. Au nom de ces théories, la colonisation belge institutionnalise la chefferie Tutsi, relais du pouvoir

des blancs ; eux seuls ont accès à l'enseignement et aux fonctions administratives, les Hutu *inférieurs* tout juste bons à fournir travail et impôt, aux blancs et à leur relais indigène.

Les massacres à répétition dans ces pays ne peuvent être compris sans la prise en compte de cette responsabilité du passé colonial.

1990-1994 : Guerre entre la France et les USA via l'instrumentalisation des questions ethniques

Lorsque Paul Kagamé envahit le nord du Rwanda en octobre 1990, il vient de passer 4 mois de formation militaire à l'École de guerre de Fort Leavenworth au Kansas. Ce qui s'est passé au long des années 90 et au-delà prend tout son sens si on considère la volonté des USA de poser pied en Afrique Centrale et de ravir à la France une partie de son 'pré carré'. Les États-Unis s'intéressaient à la région des Grands Lacs pour des raisons stratégiques et économiques et cherchaient à mettre cette région sous leur contrôle.

Les offensives successives de l'APR sont de fait arrêtées par les troupes françaises venues au secours de leur client. En février 1993, le FPR occupe une partie du nord du pays, et le nombre de réfugiés hutu chassés avoisine le million. Les massacres commis alors par les troupes de Kagamé seront occultés par le génocide en préparation qui allait venir.

En octobre la « Communauté Internationale », et singulièrement la Belgique, relais des États-Unis, presse le pouvoir rwandais de signer les *accords d'Arusha*, qui obligeaient l'armée à intégrer les troupes de l'APR à hauteur de 40% ; chez les officiers, elle devait même être à parts égales. Ces accords impliquaient une capitulation totale du gouvernement face au FPR et étaient une prime à l'agression. Même pour des « Hutu modérés », il était difficile de défendre que les Tutsi, moins de 15% de la population, pouvaient avoir droit à près de la moitié de l'armée. La suite est connue.

Charles Michel a réitéré à Kigali les excuses au nom de la Belgique : « *c'est un cor-*

tège d'incompétence, d'erreurs et de fautes qui ont rendu cette tragédie possible ». Erreur ou incompétence, lorsque Willy Claes allait le 15 avril 1994 plaider aux Nations Unies le retrait des casques bleus du Rwanda au moment où ils étaient plus que jamais nécessaires ? Ou bien obéissait-il aux injonctions US ? L'administration Clinton a, au moment du génocide, bloqué délibérément les efforts des Nations Unies pour intervenir, et a fait campagne pour le retrait total de la mission.³

Cette désertion laissait le champ libre, non seulement aux génocidaires, mais aussi à la prise du pouvoir par le FPR. Pas à 40%, mais à 100%. Notre ministre des Affaires étrangères a lui été récompensé en étant nommé, la même année, secrétaire général de l'Otan.

Des bons et des mauvais dictateurs

Le Rwanda est devenu un pion central des USA dans la région. L'invasion du Congo a causé 6 millions de morts entre 1997 et 2002 selon l'ONU. Mais Kagamé jouit de l'impunité, fort de la 'légitimité' que lui confère le génocide, – et de l'appui US. Nos médias, nos politiques, si prompts à dénoncer la 'farce' des élections au Venezuela, ou au Congo, ne voient rien à redire aux 98% à répétitions obtenus par ce grand démocrate. On souligne le miracle économique... Le Rwanda est le premier producteur mondial d'une matière, le coltan, qui ne se trouve quasi pas dans son sous-sol, n'est-ce pas là un véritable miracle ?

En plus du pillage du Congo, le pays a bénéficié de la grande bienveillance des USA. Ici pas de sanctions économiques pour les invasions sur son voisin, tout le contraire : ces années-là, la Banque mondiale et le FMI soutenaient le régime. L'opulence de la capitale cache une population composée au trois-quarts de paysans pauvres, et dont 40% est en situation de sous-alimentation. ■

¹ APR, bras armé du FPR (Front Patriotique Rwandais), constituée principalement des descendants d'exilés tutsi

² Allemands, puis Belges à partir de 1918

³ Cf <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB511/>

JULIEN ASSANGE : victime de la trahison et de l'indécence

Vladimir Caller

Qualifier de « vendu », comme le font nombre d'Équatoriens, le président d'Équateur pour sa décision de livrer Julien Assange n'est pas exagéré. En effet, Lenin Moreno lui-même semblait en donner des indices lors de son allocution télévisée deux jours après l'arrestation du lanceur d'alerte, où il annonçait que l'Équateur recevra une importante somme d'argent : « L'Équateur – disait-il – a obtenu 10,2 milliards de dollars de crédits de la part d'organismes internationaux, principalement le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, avec lesquels le gouvernement précédent avait rompu ».

Montant qui intègre des contributions venant de plusieurs entités financières comme la Banque mondiale, l'Agence française de développement (AFD), la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque interaméricaine de développement (BID).

Confirmant sa déférence envers ses nouveaux mentors, Monsieur Moreno présentait ainsi ce geste financier : « Nous allons recevoir plus de 10 milliards de dollars à des taux inférieurs à 5 % en moyenne et sur des durées de jusqu'à 30 ans ». Très content que son pays soit ainsi soumis pendant 30 ans au FMI et avec des taux « à moins de 5 % » alors que le monde de la finance connaît partout des taux à moins de 2 % et parfois même nuls. Et il conclut : « Nous avons vécu des temps difficiles, mais le fait que le monde ait confiance en nous et nous croie, démontre que nous sommes sur la bonne voie ».

C'est la « voie » qui lui fut dictée par Monsieur Mike Pompeo, le patron de la CIA qui déclarait en avril 2017 « Nous ne pouvons plus permettre à Assange de profiter des valeurs de la liberté d'expression pour les utiliser contre nous. Lui donner l'espace nécessaire pour nous écraser avec des secrets mal acquis, est une perversion de ce que défend notre grande Constitution. Ça c'est fini maintenant ! »¹. Presqu'au même moment, le Procureur Général des États-Unis, Jeff Sessions, déclarait « Arrêter Assange est une « priorité » pour les États-Unis »²

L'arrestation d'Assange n'est donc que la résultante de cet indécent mariage du fric et de la force brute. Mesure accomplie sans le moindre scrupule. Ainsi on a vu que c'est la police anglaise elle-même qui, violant toutes les normes de la diplomatie internationale, a pénétré dans le siège de l'ambassade pour extraire, manu militari, ce dissident de la pensée unique. De son côté la justice anglaise ne fut pas moins soumise. Elle ne tarda pas plus de deux heures pour inculper la précieuse proie et faire ainsi les premiers pas qui conduiront à son extradition vers les États-Unis où on ne pardonnera jamais à Julien Assange de s'être permis de faire connaître au monde la nature criminelle des interventions américaines en Afghanistan et en Irak ; les connivences de Mme Clinton avec les djihadistes et leurs usages d'armes chimiques ; les conspirations contre les gouvernements de la Syrie et du Venezuela, etc.

Les anglais, outre leur indéfectible soumission aux politiques de la Maison Blanche, ont aussi de fortes envies de vengeance contre le militant australien. Wikileaks a concouru à ce que la Cour Internationale de Justice déclare illégale, ce 25 février, la domination coloniale anglaise sur l'archipel de Chagos dans l'océan Indien, dont la population fut expulsée à la demande des États-Unis, pour construire une gigantesque base militaire. Domination qui dure depuis 54 ans. Et voilà qu'Assange, un des artisans de cette décision de justice se retrouve maintenant aux mains de ces procureurs

sans garantie d'un traitement équitable et susceptible d'être soumis aux techniques modernes de torture psychologique. Nils Melzer, le Rapporteur spécial des Nations Unies s'était déjà inquiété des conditions de sa détention à l'ambassade équatorienne.

À ce contexte alarmant s'ajoute la nouvelle arrestation de Chelsea Manning, la personne 'source' de révélations diffusées par Assange. Elle est soumise maintenant à d'énormes pressions pour que la nature de l'accusation contre ce dernier puisse être définie comme des 'actes d'espionnage' ce qui pourrait aggraver sa condamnation allant jusqu'à la prison à vie. Malgré les énormes pressions subies, Manning résiste et, donnant une belle leçon de courage, répète sans cesse « *the decisions were my own* » (c'est moi seule qui ai décidé) dégageant ainsi Assange de toute responsabilité sur l'origine des secrets dévoilés.

Impossible enfin de ne pas toucher un mot sur le geste de l'actuel président équatorien. Si le personnage est plutôt insignifiant, son geste de trahison, et ses conséquences, sont énormes. Élu comme candidat du mouvement fondé par Rafael Correa, il avait rapidement montré sa déloyauté envers le programme de gauche qu'il s'était promis de suivre. Mais ici, avec la livraison de Julian Assange à la féroce vindicte des organes de répression anglo-saxons, il atteint le sommet de l'indécence et de la trahison. Quel contraste avec le courage de Correa qui, résistant à toutes les pressions, accorda la protection au militant persécuté, de Chelsea Manning, seule dans sa cellule, mais debout face aux interminables interrogatoires et de Julien Assange, sorti blême de son enfermement car privé quasi totalement de soleil pendant des années ; mais porteur d'une lumière de courage et de dignité qui ne s'éteindra pas facilement. ■

¹ <https://www.cia.gov/news-information/speeches-testimony/2017-pompeo-delivers-remarks-at-csis.html>

² <https://www.theguardian.com/media/2017/apr/21/arresting-julian-assange-is-a-priority-says-us-attorney-general-jeff-sessions>

Venezuela : le rôle des médias dans la construction du chaos

Marie France Deprez

Lorsque le 23 janvier, Juan Guaido s'autoproclamait président du Venezuela, il annonçait la convocation – dans les 30 jours – des élections présidentielles pour "chasser" le président élu Nicolas Maduro. Quelques heures plus tard, Donald Trump et ses fidèles alliés, dont le français Emmanuel Macron, le social-démocrate espagnol Pedro Sanchez et notre gouvernement, s'empressaient de reconnaître le jeune collabo. Trois mois après c'est le grand fiasco, Maduro est toujours en place et même Le Figaro est obligé de reconnaître qu'il y a "deux Venezuela" qui s'affrontent et que la campagne anti-Maduro montre des signes de fatigue. Campagne par ailleurs ouvertement parrainée par la CIA et l'extrême droite internationale.

N'importe où, un échec pareil aurait mérité, s'il existait, l'attribution du prix Nobel du ridicule politique à Monsieur Guaido et ses mentors ; mais pas dans ce cas. L'exploit est dû au remarquable rôle que jouent les médias pour manipuler les informations, conditionner l'avis des opinions publiques et participer aux campagnes de déstabilisation des gouvernements qui déplaisent aux grands maîtres du système. Le pays de Maduro subit depuis déjà pas mal d'années une féroce campagne de désinformation. À cela s'ajoutent des mesures bien concrètes de sabotage matériel. En face, le peuple vénézuélien démontre une nouvelle

fois un remarquable courage qui lui permet de résister. Et il sait comment faire car, depuis le début de la révolution bolivarienne, il a dû affronter des opérations cherchant à installer le chaos dans le pays, à le déstabiliser, visant notamment à ce que les plus pauvres, la base sociale même de la révolution, s'éloignent d'elle, perdent confiance en leurs dirigeants.

Ces opérations organisées par les classes dominantes visent par exemple à provoquer la pénurie, ciblant les diverses classes sociales. Dans un processus révolutionnaire, les habitudes de consommation de la bourgeoisie sont très vite affectées. En effet, toute révolution, digne de ce nom, veut sortir les plus pauvres de la misère et va normalement « s'attaquer » aux détenteurs de la richesse. Se voyant dépossédés de leurs entreprises parce que nationalisées ou collectivisées, de leurs propriétés terriennes, les patrons s'opposent à ces mesures par différents moyens visant à déstabiliser le processus en cours, quand ils ne les refusent pas tout simplement. Moyennant l'organisation des pénuries, ils cherchent à faire ressentir aux classes moyennes les mêmes frustrations que les leurs avant de s'attaquer aux plus pauvres. Quant aux grands propriétaires de latifundia, ils se refusent à appliquer les lois de la réforme agraire et gardent une attitude de seigneurs vis-à-vis des paysans qui résistent avec détermination et courage.

La guerre médiatique

Étant restés maître des principaux médias, les patrons y orchestrent leurs plaintes et s'en servent pour les répercuter. Les médias sont leur caisse de résonance pour tout problème survenu, dont ils feront croire qu'il est dû au pouvoir en place. Mais il faut du grain à moudre pour fabriquer ces infos et il faut qu'elles soient diffusées de manière ininterrompue de manière à susciter dans l'opinion une sensation permanente d'insatisfaction, de crainte, d'insécurité. La persistance de ces campagnes, la manière fallacieuse d'attri-

buer la responsabilité des problèmes au processus bolivarien cherchent à créer non seulement de l'animosité mais aussi de la haine de la population envers ses dirigeants ; allant jusqu'à favoriser un scénario de guerre civile.

Mais ces médias poursuivent encore un autre but, répandre à l'extérieur du pays une image de cataclysme lié au pouvoir en place et qui ne peut que s'étendre. Ouvrant la voie à un sentiment de débâcle généralisé et à une critique du pouvoir légitime qui fera admettre la nécessité d'une intervention extérieure.

Parmi les attaques contre la population, les opposants ont, avec l'aide des services d'intelligence des puissances extérieures, provoqué des pannes d'électricité, une situation qui non seulement cause des problèmes au niveau de la production mais aussi directement dans les soins de santé, l'enseignement, la vie quotidienne. Ces pannes sont directement présentées dans les médias comme dues à des défauts d'entretien des installations. De cette façon, elles sont déconnectées de l'étrange hasard qui les a fait apparaître justement maintenant, au cœur de la crise. À ce propos, ce sont encore ces médias qui se chargent de décrédibiliser la légitimité des soupçons les attribuant à du « complotisme » oubliant même des faits pourtant avérés.

Des techniques revisitées et bien mises au point

Rappelons nous qu'avant le putsch contre Salvador Allende, de grandes coupures de courant avaient également eu lieu au Chili, des femmes de la bourgeoisie descendaient dans les rues pour manifester contre la pénurie alimentaire en tapant sur des casseroles vides, des grèves avaient même été orchestrées dans des secteurs importants : mines, transport... pour faire s'éteindre la solidarité. L'analyse de l'historique du coup d'état au Chili permet de mieux résister aujourd'hui au Venezuela et l'une des leçons a certainement été la création par Hugo Chavez d'un réseau de

volontaires civils (les milices bolivariennes) chargé de défendre le régime en cas d'attaque interne ou externe ; il compterait aujourd'hui 1,6 million de membres.

En 1973, la CIA n'en était pas à son coup d'essai, l'Amérique latine avait déjà été confrontée avec ses interventions. Si l'on voulait parler de toutes, ce serait un livre que l'on devrait écrire. Mais comme nous parlons notamment du rôle des médias, rappelons-nous du coup d'état au Guatemala de 1954. Sans être identique, le scénario est similaire : un président, Arbenz Guzman, qui appliquait des réformes agraires, une multinationale, la United Fruit dont les intérêts étaient menacés par celles-ci, un président de la CIA, Allen Dulles, actionnaire de la multinationale ; enfin, Edward Bernays, le père de la propagande moderne et des « relations publiques », qui allait jouer un rôle très important en orchestrant dans les médias américains et guatémaltèques, une campagne qui ferait passer le coup d'état comme « normal » aux yeux de la population.

Cuba a évidemment été, et est encore, la cible privilégiée de ce genre d'attaques. Nous nous bornerons ici à en rappeler un. Lorsque les Etats-Unis avec l'autorisation du Président Kennedy avaient lancé l'opération « Mongoose » contre la révolution cubaine, une des composantes consistait à faire se propager la peste porcine et des maladies dans les plantations du tabac à travers le pays. Attentats qui avaient obligé le gouvernement cubain à mettre en friche des milliers d'hectares destinés à ces plantations et à sacrifier plus d'un demi million de porcs. Farouchement niés à l'époque, ces faits ont été par la suite avérés et officiellement reconnus.¹

Aujourd'hui, au Venezuela, ce type d'attaques, opportunément mis en œuvre à ce stade de la tentative d'intervention américaine, ont pour objet de justifier cette intervention. Mais il faut dire que ces attaques existent de longue date, depuis le début du processus de révolution bolivarienne. Venons-en à un autre exemple, les pénuries alimentaires et de médicaments. Là encore les médias ont fait monter l'étonnement face au refus du président Maduro de laisser entrer une aide prétendument humanitaire. Mais sans revenir sur tout l'épisode, rappelons que c'est la présence de militants véné-

zuéliens qui a stoppé cette volonté d'intrusion et que par la suite, lors des examens par des instances officielles des restes du convoi incendié, il y a été trouvé des clous, du fil électrique etc. prouvant que cet envoi ne visait pas à soutenir un peuple qui a faim mais à alimenter plutôt la haine par un soutien logistique aux « guarimbas » (échauffourées de rues organisées pour faire penser au rejet des politiques du gouvernement par une large partie de la population). Le gouvernement a refusé cette « aide » précise et aujourd'hui, presque personne ne parle du fait que organisée en accord entre les

parties (gouvernement de Maduro et la Croix-Rouge internationale) de l'aide vraiment utile peut entrer au Venezuela. Aide vraiment utile mais certes pas suffisante face aux nombreuses sanctions et confiscations d'argent notamment. Cependant, il faut encore une fois rappeler que si l'on parle des pénuries en ce moment dans nos médias c'est pour attaquer le gouvernement légitime. Des pénuries, il y en a depuis longtemps et si on y prête attention, elles visent particulièrement certaines couches de la population dans le but de déstabiliser la révolution. Elles visent par exemple, les femmes : une femme médecin belge qui a travaillé longtemps au Venezuela a expliqué que dans les pharmacies, il n'était pas rare de ne pas trouver de pilules alors qu'on y trouvait du Viagra pourtant produit par les mêmes firmes pharmaceutiques. Elles visent le peuple au sein même de sa culture et de ses traditions, par exemple, avant une fête traditionnelle, il n'est pas rare qu'une farine indispensable à la confection d'un plat manque complètement, farine qui revient comme par miracle, une fois la fête passée.

On le voit la déstabilisation n'est pas nouvelle au Venezuela, la nouveauté, c'est l'intensité et la répercussion dans les médias étrangers. Les médias nous présentent comme responsable un gouvernement « autoritaire » qui veut rester en place et qui n'a plus de soutien de

sa population. Ils occultent bien sûr le fait que l'origine des manifestations contre le gouvernement, ce sont les quartiers riches. Ce mécanisme est un classique de la propagande de guerre, inverser le rôle des victimes et des bourreaux.

Le Venezuela résiste

Face à de tels opposants intérieurs, bourgeoisie encore présente à des postes clefs dont des médias écrits, télé et radios et extérieurs, les Etats-Unis, l'Union européenne avec le particulier activisme de la France et de l'Espagne, le peuple véné-

zuélien résiste d'une façon qui en étonne plus d'un. Il se fait que sa force se trouve dans le processus même de la révolution. C'est cette force qui permet à une large partie de la population, surtout aux secteurs populaires de tenir malgré les difficultés ; qui leur permet comme on l'a vu récemment de répondre positivement à l'appel du Président Maduro à reprendre le travail et les cours dès le retour de l'électricité.

De tels actes de résistance, on les retrouve à tous les niveaux de la société dans les barrios qui s'organisent depuis le début de la révolution, dans les missions qui s'occupent de la santé, de l'enseignement, de la distribution, dans les communes rurales etc. Au niveau des médias aussi, la société résiste créant ses propres moyens de communication, radios, TV (Terra TV, Alba TV...), filmant ses propres débats et actions afin de les faire connaître en interne et vers l'étranger.

Ce qui est la base de cette résistance, c'est bien la révolution elle-même qui s'ancre dans les quartiers, les communes et qui permet l'éducation politique du peuple. Ce sont là les boucliers antichocs du peuple vénézuélien. ■

¹ Ces attentats furent dénoncés en 1975 dans le courageux rapport du Sénateur Américain Franck Church chargé d'enquêter sur les activités de la CIA.

Les luttes sociales et environnementales, des combats indissociables

Guy Stroobant

Le lien entre aspects sociaux et environnementaux a été perçu par Karl Marx, à ce propos, il écrit : *« Comme dans l'industrie urbaine, l'augmentation de la force productive et le plus grand degré de fluidité du travail sont payés dans l'agriculture au prix du délabrement et des maladies qui minent la force de travail elle-même. Et tout progrès de l'agriculture est non seulement un progrès dans l'art de piller le travailleur, mais aussi dans l'art de piller le sol. Tout progrès dans l'accroissement de sa fertilité pour un laps de temps donné, est en même temps un progrès de la ruine des sources durables de cette fertilité (...) Si bien que la production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du processus social de production qu'en ruinant, dans le même temps, les sources vives de toute richesse : la terre et le travailleur »* Cette citation tirée du Livre 1 du Capital, publié en 1867 par Karl Marx, résonne aujourd'hui de manière prophétique. De fait, la fin du XX^e siècle a vu l'hégémonie du mode de production capitaliste s'étendre à la quasi-totalité de la planète, avec pour corollaire deux types de dégradations : sociale et écologique.

Dégradation sociale et instabilité économique.

Selon l'ONG Oxfam, citée sur le site de France24, *« En 2018, les 26 personnes les plus riches du monde détenaient autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité »*. La même source nous apprend que la moitié de la population mondiale vit avec moins de 5 dollars par jour. Selon le *World Inequality Lab*, observatoire des inégalités dans le monde, cité par *Libération*, cette situation s'est aggravée à partir des années 80. Ainsi, entre 1980 et 2016, la part du revenu mondial des 1% les plus riches est passée de 16% à 20%, alors que celle des 50% les plus pauvres est passée de 8% à 9,5%. Cette explosion est liée à l'apparition du phénomène de la financiarisation qui consiste en une prédominance croissante de l'économie spéculative sur l'économie réelle. Cette financiarisation de l'économie a résulté d'une série de décisions politiques, prises à la fin du siècle précédent, qui ont abouti

à abolir toutes les restrictions aux mouvements de capitaux. En conséquence, le processus de mondialisation a connu un accroissement rapide, le secteur bancaire s'est concentré et l'économie spéculative est devenue hégémonique.

L'hégémonie du capital financier s'est accompagnée d'une traduction idéologique émise par les théoriciens de « l'École de Chicago », cette idéologie bat en brèche le rôle de l'Etat, et proscriit tout mécanisme de redistribution, comme la protection sociale et les systèmes de retraite par répartition. Désormais, des masses financières gigantesques sont concentrées dans les mains de quelques-uns, ce processus de concentration s'auto-alimente et s'accélère.

« 1% des américains les plus riches captent près du quart du revenu national chaque année. Si on préfère parler fortune, ils en détiennent 40%. Il y a vingt-cinq ans, ce 1% détenait 12% du revenu et 33% de la fortune. (...) Ces dernières années, le secteur financier a gagné environ 40% du profit total des entreprises (...) La crise a montré quel chaos, il (le secteur financier) pouvait semer dans l'entreprise »

(J. Stiglitz, Prix Nobel d'Économie, *La grande fracture*, 2015)

Le trading à haute fréquence : le chaos

Aux États-Unis, 60% des volumes échangés en bourse sur le marché des actions sont confiés au trading à haute fréquence, c'est-à-dire à un ensemble d'algorithmes qui investissent dans une valeur boursière pour une durée très brève, souvent limitée à quelques millisecondes. Un investissement de quelques secondes est considéré comme du « long terme ». En Europe, le trading à haute fréquence est passé de 9% à 40% entre 2007 et 2016. Le critère de la décision d'investissement est très simple et toujours le même : le profit maximum et immédiat. Il est clair qu'un tel système présente deux caractères fondamentaux : une absence totale de prise en compte des intérêts humains et une instabilité croissante. Le panurgisme et les fluctuations boursières violentes

deviennent la règle. Le 6 mai 2010, Wall Street a connu un « flash crash » (c'est-à-dire un effondrement de 9,2% des valeurs boursières en 10 minutes) qui avait pour origine l'instabilité due à l'énormité des masses financières flottantes gérées par le trading à haute fréquence.

C'est dans la lutte contre l'aveuglement total du capitalisme financiarisé, vis-à-vis des besoins humains et le saccage des milieux naturels, qui en est le corollaire, que réside le lien entre combats sociaux et écologiques.

Ce mode de développement ne limite pas ses effets pervers à l'accroissement vertigineux des inégalités, il cause des dommages bientôt irréversibles aux écosystèmes mondiaux : épuisement de ressources non renouvelables, émission non contrôlée de gaz à effet de serre, causant réchauffement et instabilité climatique, et mise en danger de la biodiversité. *Assurer la survie de l'humanité sur notre planète implique de mettre fin à la domination hégémonique des multinationales sur les États, d'imposer leur appropriation collective et leur contrôle démocratique.*

L'émission incontrôlée des gaz à effet de serre et ses effets sur la progression de l'insécurité alimentaire mondiale.

Une étude, parue dans *Le Monde* du 12 septembre 2018, fait état d'un rapport émanant de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) qui pointe l'effet sur la sous-nutrition mondiale des dérèglements climatiques provoqués par la hausse mondiale des températures, elle-même due à



Inspiré du tableau d

l'émission incontrôlée de gaz à effet de serre. D'après ce rapport, le nombre d'habitants de la planète souffrant de la faim est en progression pour la troisième année consécutive, passant, entre 2014 et 2017, de 784 millions à 820 millions. En 2017, 124 millions de personnes, dans 51 pays, ont eu besoin d'une aide alimentaire d'urgence. Dans 34 de ces pays, la cause principale était liée au choc climatique. Selon la FAO, les inondations liées à l'instabilité croissante du climat ont connu leur plus forte augmentation (de 65%) depuis 25 ans. L'Asie est la région qui en souffre le plus.

Ultralibéralisme et biodiversité

Au sens large, étudier la biodiversité consiste à étudier non seulement la variété du monde vivant sous toutes ses formes, mais encore l'ensemble des interactions entre les êtres vivants, ainsi qu'avec leur environnement. Lorsqu'on évoque la « loi de la jungle », c'est généralement pour parler de la lutte implacable entre les individus

pour la survie. En réalité, il existe une autre « loi de la jungle », qui est celle de l'entraide et de la coopération, non seulement à l'intérieur de chaque espèce, mais aussi entre les espèces entre elles et avec leur milieu dans son ensemble. Cette coopération multiforme, symbiotique, se concrétise par une série de mécanismes parfois d'une grande subtilité. Toucher à ces chaînes de coopération, en supprimant un ou plusieurs de leurs maillons, peut endommager irréversiblement l'écosystème dont l'homme est tributaire, et celui-ci peut voir ses sources de nourriture compromises. La diminution des populations d'insectes pollinisateurs liée à l'abus des produits phytosanitaires est, de ce point de vue, un avertissement clair. Avez-vous remarqué que lorsque votre voiture traverse une zone agricole de nos jours, votre pare-brise reste pro-

pre, non maculé de cadavres d'insectes, contrairement à ce qui se passait il y a une trentaine d'années. C'est le « windshield effect », « l'effet pare-brise », qui est dû à une baisse de 76% de la population des insectes volants enregistrée en trois décennies par la Société Entomologique de Krefeld. La cause de cette disparition est identifiée, c'est la production agricole intensive.

À partir des années 60, les pratiques agricoles ont glissé progressivement d'une culture traditionnelle vers une culture intensive : des monocultures abondamment arrosées de fertilisants de synthèse et d'herbicides dans un paysage où arbres et haies ont été arrachés pour faciliter la mécanisation. Ici encore, ce sont des décisions politiques qui sont à l'origine de cette transformation de l'agriculture européenne. En Europe, un tournant majeur s'est opéré en 1992, avec la réforme de la PAC (Politique Agricole Commune), vers une dérégulation qui a abouti à fragiliser la petite paysannerie, politique qui a visiblement cherché à éliminer celle-ci en faveur de l'agrobusiness. C'est dans ce même esprit que les traités transatlantiques CETA et TTIP ont été conçus. Il s'agit de mettre en confrontation directe ce qui nous reste de petite paysannerie avec les conglomérats agricoles ultra-industrialisés d'Outre-Atlantique.

Les forêts tropicales et les déserts verts.

Les forêts tropicales sont d'une importance capitale pour l'écosystème mondial, entre 50% et 80% des espèces vivantes animales et végétales vivent au sein des forêts tropicales. Près de 1,6 milliards de personnes, soit près de 25% de la population mondiale, dépendent presque entièrement des forêts. Or, des millions d'hectares de forêt tropicale, 13 millions selon la FAO, sont anéantis chaque année par la déforestation au profit de l'agrobusiness, et de l'extension des déserts verts. Un désert vert est une surface agricole où est pratiquée la monoculture intensive, par exemple de palmiers à huile, ou d'eucalyptus. Ces surfaces se voient ainsi recouvertes d'une seule espèce végétale (souvent non indigène) produite à grand renfort de produits phytosanitaires dangereux tels

le glyphosate de Monsanto, ce qui entraîne la disparition d'espèces botaniques et animales essentielles à l'équilibre de ces terres ainsi que la pollution des sols et de l'eau. Monsanto, inventeur du « Terminator » de sinistre mémoire, graine génétiquement modifiée pour forcer les paysans à racheter constamment de nouvelles semences, a provoqué des vagues de suicides parmi les paysans indiens. Monsanto vient de subir deux condamnations pour avoir continué à commercialiser le roundup, à base de glyphosate, et occasionné le cancer à des travailleurs exposés, alors que ses effets cancérogènes avaient été dénoncés par plusieurs instances scientifiques. Cette énumération non exhaustive de quelques-uns des aspects pervers, parfois criminels du mode du développement capitaliste ultra-libéral, illustre la pertinence de la citation de Marx placée en tête de cet article.

Aujourd'hui, syndicats, jeunes manifestants pour le climat -en dépit de la triste comédie de la Loi Climat-, agriculteurs défenseurs d'une agriculture à taille et finalité humaine, gilets jaunes pour le pouvoir d'achat comprennent la cohérence entre les luttes sociales et pour la protection de l'environnement. Ils joignent leurs voix pour mettre fin à la toute-puissance d'un modèle de développement capitaliste mercantile, sourd aux besoins humains et finalement auto-destructeur. ■



Edward Munch "Le cri"



Les syndicats à la croisée des chemins un aggiornamento indispensable

Bernard Lefevre

Fallait-il ou non accepter le projet d'accord interprofessionnel ? Comment se faire entendre et respecter dans une société où les corps intermédiaires sont de plus en plus dénigrés, tant par les dirigeants politiques et économiques que par la population ? À quelles formes de mobilisation et d'action devrait-on recourir pour répondre aux attentes des affiliés et des citoyens ? Comment associer défense de l'emploi industriel et de l'environnement ?

Autant de questions qui préoccupent un monde syndical, dont les structures et les méthodes datent d'une économie industrielle, dans laquelle le rapport de forces pouvait plus facilement être atteint qu'aujourd'hui. La société subit des mutations importantes et rapides, auxquelles les travailleurs et les citoyens n'étaient pas préparés. Pas plus que leurs représentants. Les évolutions technologiques mettent en péril nombre d'emplois non ou peu qualifiés, les facteurs sociologiques sont également très différents de ce qu'ils étaient au cours des trente glorieuses (monde du travail éclaté sous différents statuts et contrats, beaucoup moins de grandes entreprises, marginalisation de plus en plus de personnes ...) et enfin les valeurs de solidarité et de redistribution équitable des richesses créées ne sont plus guère de mise.

Les réflexions en cours sur ces différents défis font apparaître pas mal de fractures et de tensions entre les instances régionales et sectorielles des syndicats. Les intérêts des uns n'étant pas ceux des autres, ne nous dirigeons-nous pas vers un syndicalisme décentralisé, prenant en compte les problématiques locales plutôt qu'une ligne de conduite plus générale ?

Pour le meilleur ou pour le pire ? Nul ne le sait, mais ce qui est certain, c'est que les dirigeants syndicaux éprouvent de plus en plus de difficultés à faire la synthèse des différentes positions au sein de la structure et à trouver un dénominateur commun entre celles-ci.

Le pouvoir d'achat

Le dernier projet d'accord interprofessionnel (AIP) a accouché d'une souris en matière d'amélioration du pouvoir d'achat (Augmentation du salaire minimum de 9,85 à 9,95 g de l'heure par rapport à une revendication de 14 g/h, limitation de la marge salariale à 1,1 %, chantage patronal quant à l'adaptation des allocations sociales au bien-être ...)

Bien que les bénéfices des entreprises croissent et embellissent, que des patrons s'octroient des bonus et/ou des parachutes dorés indécents, le vulgum pecus doit se contenter de miettes, lesquelles ne permettent pas aux familles les plus démunies de mener une vie digne. La CSC et la CGSLB ont approuvé le projet d'accord, la FGTB l'a rejeté, mais à une majorité assez courte. Dans ce contexte, il semble difficile de mobiliser les centrales qui ont accepté le projet pour des actions contre celui-ci. Quant au refus mitigé, s'il est des plus justifié moralement, il ne permet toutefois pas de faire lever les foules pour obtenir davantage de marge de manœuvre.

Les actions

Il devient quasiment impossible de parvenir à un accord unanime des centrales et des régionales pour mener des actions contre les politiques gouvernementales et/ou l'arrogance patronale. Les syndicats sont de ce point de vue affaiblis dans leur mission de contre-pouvoir, avec pour conséquences un accroissement des inégalités et une désaffection chez certains affilié-e-s.

Les actions désordonnées des gilets jaunes et des jeunes pour le climat, davantage déstabilisatrices des institutions en

place, semblent plus efficaces que les manifestations et autres formes d'actions organisées vaille que vaille par les organisations syndicales. Il y a donc lieu de redéfinir dans leur rôle de contre-pouvoir une stratégie plus en phase avec l'évolution de la société et les attentes des travailleurs et de la société civile. Le temps où il suffisait de claquer les doigts pour que toute l'industrie lourde parte en grève est révolu. Aujourd'hui les secteurs des services et du non-marchand sont majoritaires, avec des particularités qui entravent les possibilités de mobilisation de masse. En outre, le tissu économique est principalement constitué de petites et moyennes entreprises (PME), dans lesquelles la représentation syndicale est faible.

C'est donc souvent la quadrature du cercle et il faudra faire preuve d'imagination et de créativité pour trouver des issues originales et efficaces aux différentes impasses évoquées ci-dessus. Voici quelques exemples de menaces qui planent sur les syndicats et par conséquent sur les travailleurs, les allocataires sociaux et les citoyens.

La Sécurité sociale

Ce pilier de notre société, né de la consolidation des embryons d'assurance et d'assistance des différents secteurs économiques, au sortir de la seconde guerre mondiale, est aujourd'hui menacé, dans ses différents domaines, par l'offensive ultra-libérale pour une privatisation et une segmentation accrues de pans entiers de cet outil de solidarité nationale. La régionalisation de certains secteurs participent du démantèlement de l'édifice, avec la complicité, parfois, des partis qui prétendent pourtant défendre la sécurité sociale et au détriment, toujours, des travailleurs et citoyens.

Les syndicats participent pour le moment à la gestion de la sécurité sociale. Mais nombre de décisions politiques en amont les réduisent à un rôle d'adaptation à des mesures imposées par ailleurs, plutôt qu'à celui d'acteurs d'une amélioration et d'une évolution du système aux défis de

l'époque. Avec le vieillissement de la population, les secteurs des pensions et des soins de santé (en partie régionalisés) sont particulièrement sur le gril. Nos pensions légales sont parmi les plus basses en Europe et la pression continue sur la maîtrise des coûts en matière de soins de santé ne peut que faire craindre une inaccessibilité accrue des plus démunis à des soins de qualité.

Les services publics

Ici également, les syndicats ne jouissent plus de leur splendeur d'antan. Les transports, la téléphonie, la poste, etc. sont soumis désormais aux règles du marché et sont donc sortis de leurs périmètre de contrôle. Par exemple, le statut de postier, enviable par le passé, a été revu à la baisse et le recours à des intérimaires à 10 g de l'heure est pratique courante. Et ne parlons pas de Proximus, qui pour assurer un bon dividende à ses actionnaires (dont l'Etat belge), sacrifie nombre d'emplois.

L'enseignement, qui devrait être la pierre angulaire de toute perspective ambitieuse d'avenir, n'est pas en reste. De réformes en réformes, de pactes d'excellence en pactes d'excellence, il y a toujours moins de moyens pour plus de déclarations tapageuses. Avec pour résultat, un taux de décrochage scolaire de l'ordre de 15 % à Bruxelles et de 10,5 % en Wallonie (Source : Trends-Tendances, 18.01.2019). Malgré certaines mesures d'intégration de publics différents, lesquelles ont été allègrement contournées par les parents et les directions d'école, le risque de ghettoïsation de l'enseignement croît, avec pour corollaire une aggravation des inégalités sociales et économiques.

La gestion du chômage

Tout le monde s'accorde à reconnaître que la gestion du paiement des allocations de chômage par les syndicats est des plus efficaces. Toutefois, les sommes qui leur sont allouées pour ce service incommode les ultra-libéraux dont l'obsession est d'affaiblir par tous les moyens possibles les syndicats, avec pour modèle ce que Margaret Thatcher était parvenue à faire en Grande-Bretagne dans les années 80.

Sans cet apport financier, les syndicats

seraient contraints à réduire la voilure, c'est-à-dire de diminuer leurs effectifs et leurs services, et donc de disposer de moins de moyens pour défendre les intérêts et droits de leurs affilié-e-s. C'est un travail de sape, sournois, dont les travailleurs, allocataires sociaux et citoyens n'ont pas toujours conscience, mais qui tôt ou tard leur sera des plus nuisible.

Quelles portes de sortie ?

Le tableau peut paraître exagérément noir, mais la prise de conscience des dangers évoqués ci-dessus devrait inciter tous les acteurs du monde syndical, du délégué de terrain au président, à considérer, dans sa sphère d'influence, ce qu'il pourrait faire pour (re)conquérir des droits et rétablir un rapport de forces susceptible d'inverser la tendance.

Par exemple, si dans toutes les entreprises il n'est pas dans les priorités – souvent pour des questions de difficultés financières et/ou de restructuration – de défendre une politique de mobilité et d'environnement en phase avec les attentes citoyennes, là où c'est possible, les délégués peuvent, via les organes de concertation, faire des propositions en ce sens. Ils s'inscrivent ainsi au niveau qui est le leur dans le sens de l'histoire et contribuent au bien-être des travailleurs.

Nous avons eu connaissance de certaines initiatives encourageantes en ce sens, soutenues parfois par un fonds sectoriel (Ex. Le fonds démographique dans l'industrie chimique). Elles constituent de petites gouttes d'espoir dans un océan d'incertitudes et d'inquiétudes. Mais nous sommes convaincus que les syndicats seront capables de dépasser leurs difficultés du moment pour continuer à jouer un rôle primordial dans nos démocraties. Les travailleurs et citoyens ne sont pas dupes de leur importance dans le dispositif. S'ils sont critiques et déçus, ils savent cependant qu'un monde sans syndicats serait bien pire qu'un monde avec des syndicats en quête d'adaptations aux nouvelles exigences.

En 2020, des élections sociales auront lieu dans les entreprises de 50 travailleurs au moins. Le taux de participation à ce scrutin indiquera l'indice de confiance du monde du travail par rapport à ses représentants. En bien ou en mal, les résultats devront servir de boussole pour une

refondation des syndicats dans le respect de ses valeurs foncières, dans un contexte très différent de celui d'après-guerre. Il est souvent reproché aux dirigeants syndicaux d'être déconnectés des réalités de terrain. Nous avons émis nous-mêmes à l'une ou l'autre occasion cette critique. Mais il convient de faire amende honorable et de reconnaître que leur tâche n'est pas aisée. Il y a toujours des résistances en interne aux changements proposés, des batailles d'ego et des réflexes de conservation de zones d'influence, mais avec le temps nécessité devrait faire loi et les réformes de structure suivre.

La démocratie est toujours plus lente à résoudre les problèmes que la dictature. Mais les solutions démocratiques s'inscrivent davantage dans la durée et l'intérêt de l'ensemble de la population. Puisse-t-il continuer d'en être ainsi ! ■

BREVES

- Enquêter sur les crimes commis en Afghanistan ne serait pas (sic) « *dans l'intérêt de la justice* » ont estimé vendredi 12 avril les juges de la Cour Pénale Internationale (CPI). Vous avez bien lu, s'occuper des crimes ne serait pas « *dans l'intérêt de la justice* ». Cet avis n'est pas celui d'un individu lambda mais de juges censés être des spécialistes du droit ! Cela dit, lorsque l'on regarde le bilan de cette Cour occupée à juger uniquement des responsables africains, comme si les Bush ou les Sarkozy ne méritaient pas d'être devant la justice, on peut comprendre les aberrations dont elle est capable.

- Avec l'élection de Netanyahu, le Moyen Orient, et en particulier le peuple palestinien, devront s'attendre au pire. Après la décision de Trump d'installer l'ambassade américaine à Tel-Aviv et la reconnaissance du Golan syrien comme faisant partie du territoire israélien, maintenant c'est carrément l'annexion des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée qui est envisagée. Le tout sans inspirer la moindre remarque au préposé des intérêts sionistes en Europe, Emmanuel Macron. Difficile alors de ne pas donner raison à Pierre Galand lorsqu'il définissait Israël (le DR-72) comme un État « proto fasciste ».

Les syndicats sont-ils à la hauteur de la révolution qui vient ?

Martin Willems, secrétaire permanent CNE

Un AIP sans éclat et sans vision, semblable aux précédents

En février 2019, un projet d'accord interprofessionnel (AIP) a été conclu entre organisations syndicales et patronales, pour les années 2019 et 2020. Même si ce projet a été rejeté par une majorité de la base de la FGTB, il est mis en œuvre dans des conventions au Conseil National du Travail. Seul point d'achoppement, pour la FGTB : la norme d'augmentation salariale de 1,1%, jugée trop basse, surtout pour les plus bas salaires.

C'est vrai que cette marge d'augmentation salariale est ridicule en comparaison du creusement des inégalités et de la stagnation des salaires sur la dernière décennie. Mais pouvait-on vraiment obtenir beaucoup mieux dans ce cadre de négociation ?

Ce qui frappe, c'est que cet AIP 2019-2020 ressemble à tous les précédents : un article sur le « pouvoir d'achat », un autre sur les fins de carrière (mécanismes de RCC/prépension notamment), un encore sur la mobilité, un peu de flexibilité supplémentaire et pour finir une partie sur la liaison des allocations au bien-être. Ce point d'ailleurs, ne devrait pas faire partie de l'AIP ; il s'agit d'un autre thème de concertation que le patronat lie toujours à l'AIP. La ruse est évidente et consiste à prendre en otages les allocataires sociaux pour se donner un meilleur rapport de forces dans la négociation de la marge d'augmentation des salaires des actifs. On piège ainsi les travailleurs avec leur sentiment de solidarité pour les allocataires sociaux.

Quand est-ce qu'on parlera des vrais enjeux ?

Mais quels sont les grands enjeux du moment ? La transition vers un système social et économique ne détériorant plus l'environnement et ce dans le respect de la justice sociale et de la démocratie. Comme le rappellent avec détermination les manifestations de jeunes

ou de gilets jaunes, le monde est en crise. Et quel que soit le scénario choisi, il implique une transformation radicale de nos modes de production et de consommation.

Ne serait-ce que pour poursuivre l'objectif européen de réduire de 40% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (et l'on sait que c'est insuffisant), il faut revoir fondamentalement les méthodes et l'organisation de la production des biens et services, les formes de mobilité et l'utilisation de l'énergie. Cela implique de prendre des décisions fondamentales dès maintenant et de planifier les changements socio-économiques qui se produiront nécessairement dans ces douze années.

Oui, on peut dire que le gouvernement n'en fait pas assez, mais il n'est pas le seul.

Qui, pourtant, prétend, par la concertation sociale, tracer le cadre économique ? Les organisations patronales et syndicales, l'accord interprofessionnel en définissant les lignes directrices sur les deux années suivantes. Et que retrouve-t-on en termes de mesure pour contrer la dégradation de l'environnement ? Rien, à part une minable augmentation de 64 à 70% de la part remboursée par l'employeur lorsque le travailleur se rend au travail en transports en commun. On n'arrive même pas à 80% (ce qui permettrait la gratuité pour le travailleur vu l'intervention de 20% de l'Etat via le système du tiers payant).

On aurait pu espérer, par exemple,

- Une perspective économique, répertoriant les secteurs économiques qui devront se transformer et ceux qui vont monter en puissance
- Un plan de reconversion des travailleurs des secteurs en déclin vers les secteurs où cette main-d'œuvre sera très vite indispensable : trajectoires de recyclage des compétences, passerelles pour que les travailleurs puissent se former et changer de secteur sans interruption de leur revenu, etc.
- Des engagements drastiques en termes

de mobilité et de transports, à la fois pour mettre en place des cycles de production impliquant moins de transports de marchandises et diminuant les déplacements polluants de travailleurs.

On dit, par exemple, qu'il nous faut isoler 3% des bâtiments existants chaque année. En deux ans, cela fait 6% du bâti. Est-il normal qu'un effort aussi important ne soit même pas mentionné dans l'accord interprofessionnel ?

En fait, il faut croire que personne, ni organisations syndicales ni organisations patronales, n'ait lancé ce débat.

On comprend que les dominants n'aient pas envie de parler de révolution

Que les organisations patronales ne soulèvent pas la question, on peut le comprendre. Le camp des employeurs est le camp dominant ; comme tout dominant, son intérêt est que rien ne change ; et si les choses doivent changer, mieux vaut pour lui attendre que la situation pourrisse, qu'on en arrive à une situation de crise, dans laquelle il est trop tard pour remettre tout à plat, pour imaginer un monde différent, qu'on en soit au « sauve qui peut » général et que la seule planche de salut soit de s'en remettre au plus solide, au plus fort, soit aux dominants. Attendre la crise pour être en mesure de dicter ses conditions.

Comme en 2008, lorsque la crise financière menaçait le système dans ses fondements et que la seule voie qui paraissait praticable fut de sauver le système financier coupable de la situation pour que, quelques années après, il soit encore plus puissant et dicte ses conditions aux Etats. Incontestablement ce sont les travailleurs qui ont payé la crise de 2008, par l'austérité et la modération salariale généralisée, pendant que les profits capitalistes s'emballaient de plus belle. Les gilets jaunes nous le disent : pas question que les travailleurs paient aussi la crise environnementale.

Paradoxalement, les dominés non plus...

Les organisations syndicales ne peuvent pas jouer les belles endormies. A défaut de mettre la question sur la table, les employeurs et les propriétaires du capital soit n'en feront pas assez (et nous mèneront droit dans le mur pendant qu'ils iront se réfugier dans leurs villas à l'abri des éléments), soit ils décideront eux-mêmes du cadre des changements à venir, ou les deux à la fois. Et cela se fera

alors nécessairement sur le dos des travailleurs, à coup de restructurations sanglantes (ils pourront même invoquer la force majeure !), de chômage (pour intempéries !), de faillite de la protection sociale, de maladies et de famine.

On peut toujours se dire qu'après la catastrophe on rebâtera un monde meilleur. Mais il vaut mieux refuser de se laisser mener à la catastrophe et refuser qu'il faille des millions de victimes avant de changer le système.

Il y a une révolution économique qui vient, c'est inéluctable. Il faut qu'elle soit aussi une révolution sociale. Il y aura sans doute beaucoup de syndicalistes dans les rangs des révolutionnaires. Mais ils feraient bien de ne pas attendre sagement que, du haut des organisations syndicales, on leur donne le signal de la révolution. Au risque de s'épuiser dans une routine dépassée, comme Giovanni Drogo devant le désert des Tartares. ■

S'affranchir de la soumission ordinaire

Martin Willems, secrétaire permanent CNE

Donnez un document à signer à vos employés avec quelques vagues explications et 90% d'entre eux le signeront sans rechigner ni poser de questions. Certains iront ensuite auprès de leur organisation syndicale demander ce qu'il en est et videront là leur ressentiment si on leur explique que ce document diminue leurs droits et qu'ils auraient mieux fait ne pas le signer.

On peut penser que cette attitude vient d'un « a priori de confiance » que l'on donne le plus souvent à son employeur, d'autant plus qu'on en est fortement dépendant et qu'il s'agit d'abord de continuer la relation de travail dans de bons termes.

Vous êtes licencié, signez ici pour accord

Pourtant, il en est de même lorsque la situation amène à plus de sens critique, voire de méfiance. Si votre employeur vous annonce votre licenciement, la relation de travail est terminée. Il n'y a par définition plus de « relation de bons termes » à maintenir, ni évidemment cet « a priori de confiance ». Et pourtant beaucoup signent la convention de rupture qu'on leur propose généralement, renonçant ainsi à tout recours, et garantissant à leur ex-employeur qu'on ne viendra pas réclamer l'un ou l'autre arriéré ou complètement d'indemnité, au-delà du « solde de tout compte » qu'il propose.

C'est étonnant. Le niveau de formation moyen des travailleurs a fortement pro-

gressé. Nous sommes bombardés, dans la vie courante, de messages nous incitant à la prudence. Nous y regardons à deux fois avant de donner l'heure au passant qui nous la demande.

Il ne faut qu'un peu de bon sens pour se rendre compte que si on vous demande de signer un document, c'est qu'il est nécessaire, pour l'employeur, d'obtenir votre accord et que donc, par définition, vous avez le droit de refuser. Cela veut dire aussi qu'on change un élément du contrat de travail ou que l'on déroge à l'un de vos droits ; donc qu'il faut y regarder à deux fois et bien comprendre avant de signer.

Pourquoi la confiance devrait-elle être aveugle ici et prudente là ?

D'ailleurs, même si on entretient de bons rapports et qu'on a confiance en son employeur, on admettra, tous, que la réciprocité n'est pas vraie : personne n'imagine qu'il peut aller avec un document chez son directeur, lui demander de le signer avec quelques explications vagues et que celui-ci le ferait aussitôt. À moins que ce soit une formalité administrative récurrente, même s'il vous connaît bien et vous estime, votre employeur vous demandera de vous expliquer, de le convaincre, encore fera-t-il relire le document par un spécialiste ou un avocat avant de le signer.

Comme on respecte son employeur, on penserait que c'est normal, que sa

signature a de l'importance, l'engage et donc on trouverait sain et raisonnable qu'il y réfléchisse à deux fois. Pourquoi la réciprocité ne serait-elle pas vraie ? On dit parfois que pour ne pas se laisser impressionner, il faut imaginer son interlocuteur en slip ; il redevient alors un homme ou une femme comme nous. Une relation saine est celle où ce qui se fait dans un sens doit se faire à l'identique dans l'autre, et non une relation à sens unique.

Le respect se prend

Si nous acceptons une telle asymétrie dans la relation de travail, c'est que nous avons intériorisé le rapport de domination. S'en rendre compte et ne pas s'y soumettre de manière automatique est le premier pas pour tenter de rééquilibrer les rapports. Et pour imposer le respect. Respecterions-nous un directeur qui signerait aveuglément ce qu'on lui tend ? La réciprocité est vraie.

Il ne s'agit pas de créer un conflit pour une brouille, mais de faire comprendre, cordialement et avec le sourire, que vous n'êtes pas un travailleur soumis, et que la relation doit être équilibrée et mutuellement respectueuse.

Le travail et la suite des relations de travail n'en seront que plus épanouissants. ■

Syrie : La Belgique doit assumer sa responsabilité dans le crime

Roland Marounek

Dur retour de boomerang. Maintenant que les plans occidentaux pour la Syrie ont largement échoué, les pays européens sont confrontés à une situation qu'ils n'avaient pas anticipée : que le peuple syrien vienne à bout de l'agression. Que faire à présent des 'euro-jihadistes', ces soldats inconscients de l'impérialisme— et de leur progéniture ?

En septembre dernier, le ministre français des Affaires étrangères déclarait que l'« offensive syrienne et russe sur Idlib menaçait la sécurité de l'Europe » : car dans cette zone se trouvent entre 10.000 et 15.000 jihadistes, « qui sont des risques pour demain pour notre sécurité » Non seulement la France reconnaissait la présence de milliers de terroristes européens à Idlib, mais elle ne voulait surtout pas qu'ils quittent la Syrie pour revenir en Europe. On aime tellement le peuple syrien que les terroristes, on lui en fait cadeau, on les lui laisse !

Qui sème le vent...

Au moins jusqu'en 2014, nos responsables politiques ont suivi contre la Syrie une politique qui s'inscrit dans le mot d'ordre du régime change, et qui va bien au-delà d'un simple suivisme, déjà en soi criminel, de la politique de l'Occident, dans l'embargo et la propagande anti-syrienne. Notre pays a représenté le plus gros contingent de mercenaires par rapport à la taille de sa population. En 2013, Didier Reynders déclarait à propos des combattants belges qui portaient combattre en Syrie : « Peut-être y en a-t-il qui par idéal partent se battre aux côtés de l'armée

syrienne de libération, que nous soutenons. Et on leur érigea peut-être un monument dans quelques années ». Deux ans après le début de la guerre, la fable de l'ASL laïque était pourtant déjà bien éventée

En 2014, la police se félicitait que la criminalité ait chuté dans certains quartiers de Vilvorde, car beaucoup de personnes qu'on laissait partir en Syrie avaient un casier judiciaire en Belgique ; on ne s'inquiétait alors pas pour le futur : « Les combattants 'syriens' [belges partis en jihad] vraiment dangereux mourront sur le champ de bataille. Les autres combattants 'syriens' qui mènent la guerre sainte parce qu'ils sont convaincus de la création de cet Etat Islamique, ceux-là iront se battre ailleurs, en Jordanie, au Soudan, en Somalie... Ces combattants ne reviendront pas »¹ Comment dire plus cyniquement qu'on pense s'être débarrassés de délinquants qui iront faire leurs crimes là où tout le monde s'en fout ? Tant que c'est en Syrie, ou en Afrique, où est le problème ?

Dans son dernier livre, Philippe Moureaux dévoilait : « J'ai recueilli un autre témoignage plus accablant encore, de la part d'une personne qui siégeait dans les instances gouvernementales. Lors d'une réunion restreinte, une personnalité de haut niveau avait émis l'hypothèse que l'on aide les candidats au départ en leur fournissant des armes. »² Le départ des jihadistes belges vers la Syrie a été plus qu'une curieuse impuissance, mais bien plutôt le résultat d'une bienveillante complicité. Double jackpot : on se débarasse ici de la petite délinquance, et ces mêmes criminels font (sans en être conscients) le boulot de destruction de l'état syrien désiré par l'Otan. On devrait leur ériger une statue, non, Mr Reynders ?

La chute à l'Est des dernières poches de l'EI a fait ressortir des dizaines de milliers de ressortissants étrangers, qui s'entassaient dans des camps côté Kurdes dans des conditions épouvantables. Parmi eux, des milliers d'enfants, dont plusieurs dizaines d'enfants belges, certains gravement blessés dans les bombardements du gouvernement des États Unis

Comme les autres pays européens, l'Etat belge fait tout son possible pour empêcher le retour de ses ressortissants. Pour les enfants, il concède que « ceux qui ont moins de 10 ans ont le droit au rapatriement », mais en dictant des conditions qui le rendent dans les faits pratiquement impossible : les mères doivent renoncer à les accompagner et doivent se signaler elles-mêmes à un consulat belge... qui n'existe pas, puisque la Belgique a rompu ses relations diplomatiques avec la Syrie. En décembre, l'Etat belge a fait appel d'un jugement qui le contraignait à rapatrier six enfants de moins de 6 ans. « Nous avons un gouvernement qui préfère laisser mourir des enfants que de donner des droits à leurs parents » résume Geert Loots, professeur en psychologie à la VUB.³ Et pourtant tous ces enfants belges, s'ils sont abandonnés à leur sort, s'ils ne sont pas réintégrés, sont des bombes en puissance. A nouveau, nos dirigeants préparent les désastres de demain.

Quelle solution ?

Les Occidentaux ont joyeusement allumé un incendie qu'ils n'arrivent plus à éteindre.

Quelle est la solution ? La situation ressemble fort à celle créée en Afghanistan dans les années 80. L'objectif de détruire l'URSS l'avait emporté sur toute autre considération – et 40 plus tard le feu n'est toujours pas éteint. Aujourd'hui la Belgique n'a pas d'autre choix que d'assumer sa responsabilité. Mais si nous voulons un autre avenir, nous devons d'une part mettre fin à un système économique qui crée des prisons surpeuplées, produit des contingents d'exclus de la société, tout juste bon à servir de chair à canon dans nos guerres par procuration ; et d'autre part, nous désolidariser des politiques impérialistes dont les peuples, ici et là-bas, subissent les conséquences désastreuses.

Et ce sont, fondamentalement, les deux revers d'une même pièce. ■

¹ Tiré d'un documentaire de la VRT « Qui sont ces belges partis en Syrie ? » (2014), cité par Michel Collon dans son livre *Je suis ou ne suis pas Charlie*

² « La Vérité sur Molenbeek » (2016), p103

³ Cité dans *Het Laatste Nieuws*, 28/03/19

Les communistes dans les prochaines élections

Le Parti Communiste de Belgique sera présent au niveau fédéral et régional dans les élections prévues ce 26 mai avec un programme de renforcement des luttes pour le socialisme conformément aux résolutions adoptées par le 36^e congrès tenu le 30 juin 2018, les 30 mars et 27 avril 2019.

Nos candidats

En Province de Liège et dans le Luxembourg, comme au scrutin communal d'octobre 2018, la fédération de Liège a maintenu un accord électoral avec le Parti du Travail de Belgique (PTB). Ses candidats sont donc présents sur la liste 12 : Julien Hannotte, secrétaire politique de la fédération liégeoise du Parti, 1^{er} suppléant à la chambre et en province du Luxembourg, Peter Maaswinkel est 1^{er} suppléant au parlement fédéral. Pour les élections régionales, Marc Denonville, membre du bureau politique, est 3^e effectif au parlement wallon dans l'arrondissement de Huy-Waremme. Dans les arrondissements de Verviers et Liège, ce sont Henri Bartholoméus (5^e suppléant) et Fernande Servais, conseillère communale à Seraing (7^e effective) qui représentent le Parti Communiste de Belgique.

Dans la circonscription régionale du centre, Marcel Couteau, ancien député du PCB et ex-bourgmestre du Roelux est dernier suppléant sur les listes du PTB.

Le PCB se présente aussi sur des listes propres dans d'autres régions. Au Hainaut, la liste 22, pour le Parlement fédéral, sera emmenée par René Andersen, Secrétaire politique de la fédération de Charleroi. Dans la circonscription de Charleroi-Thuin pour le parlement régional, la relève est privilégiée avec la candidature du jeune Dorian Manessier comme tête de liste.

Le PCB ne présente aucun candidat à l'Europe. Il fait toutefois campagne pour une Europe des Peuples, une Europe socia-

liste, dans la ligne de l'appel de l'initiative européenne des Partis Communistes et Ouvriers (disponible sur le site). En effet, confirmant le caractère non-réformable de l'UE (qui avait justifié la sortie du PGE), le PCB estime que le retour à un État national bourgeois n'est pas non plus souhaitable, définissant ainsi la seule perspective possible : la lutte pour le socialisme.

Quel programme ?

L'aggravation de la crise est une des caractéristiques de ces dernières années. Notre dernier congrès a réfléchi de façon responsable et approfondie sur cette question et constitue la base d'un programme électoral en phase avec les besoins actuels. Concernant la multiplication des plans de restructurations, la liquidation de **l'emploi** (Proximus, NMLK...), les communistes soutiennent les revendications élaborées et exprimées par les ouvriers : la réduction collective du temps de travail (30h/semaine avec maintien du salaire et embauche compensatoire), l'abrogation de la Loi Peeters sur le travail « faisable et maniable », le refus des délocalisations ou encore le retrait de la loi de 96 sur la compétitivité des salaires...

À une époque où l'emploi devient précaire, il faut arrêter la régression sociale. C'est dans ce but que les communistes réclament un **blocage des prix** et défendent les demandes syndicales d'augmentation du **salaire minimum à 14 euros/h** ainsi qu'une pension (à 60 ans) d'un montant minimum de 1500 euros. Le logement est évidemment une préoccupation majeure. À ce sujet, les communistes réclament le **blocage des loyers**, une mesure allant vers une nécessaire baisse de ceux-ci. Ils réclament aussi l'augmentation du nombre de logements sociaux (30% du parc immobilier dans les zones urbaines) et une aide au logement pour les plus démunis. Afin de faciliter ces mesures, il nous semble indispensable d'imposer les revenus des loyers et de mettre sur pied une banque publique pour financer le logement social.

Nous nous inscrivons évidemment dans la lutte pour la **défense des services publics**, seul moyen de rendre à chacun ses droits à la santé, la justice, l'enseignement... Par exemple, défense et promotion d'une école publique, laïque et démocratique, pour un enseignement totalement gratuit (primaires, secondaires, supérieurs et écoles de promotion sociale). Pour réaliser ces avancées, il est indispensable de **changer le système d'imposition** : établir un cadastre des grandes fortunes, supprimer les intérêts notionnels, l'optimisation fiscale...

Sur le plan international, les communistes s'opposent aux guerres impérialistes, exigent la sortie de l'Otan et aident à reconstruire la solidarité internationale (fermeture des centres fermés entre autres).

Le 26 mai sera un jour de choix important, pour mieux vous informer, vous pouvez retrouver le programme complet du PCB sur : www.particommuniste.be

NOUVELLE EDITION DU LIVRE

"Du rouge au tricolore"

Victime de son succès, la réédition du livre de José Gotovitch *"Du rouge au tricolore - Résistance et Parti Communiste"* a rapidement été épuisée. Pour rappel, cette nouvelle édition reprend, corrigée, celle parue en 1992, mais y précise et développe largement les 250 notices biographiques qui clôturent le volume.

Heureusement pour ceux qui n'ont pas encore eu la chance d'en profiter et qui souhaitent se le procurer, de nouveaux exemplaires viennent de nous être livrés !

N'hésitez pas à commander cet ouvrage en envoyant un email à carcob@skynet.be comportant vos coordonnées.

Plus d'informations :
CARCOB 02 513 61 99 - 02 513 15 83

RDC : Invraisemblables verdicts des urnes et attentes de la population

Michel Kifinda Ngoy

Trois mois après sa prestation de serment comme Président de la République, Felix Tshisekedi n'a toujours pas nommé de gouvernement. Si le Front Commun pour le Congo (FCC) du président sortant, Joseph Kabila, a perdu l'élection présidentielle, il est largement majoritaire dans les deux chambres du Parlement, ainsi que dans les Assemblées provinciales. Un paradoxe qui laisse planer de lourds soupçons sur les résultats publiés par la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Chef de l'État depuis l'assassinat de son père en 2001, Joseph Kabila avait épuisé, déjà en 2016, ses deux mandats constitutionnels. Des manifestations populaires pour revendiquer le respect de la Constitution ont été réprimées dans le sang, en janvier et septembre 2015, en décembre 2016 ainsi qu'en avril 2017. Les élections ont finalement eu lieu le 30 décembre 2018. Au lendemain du scrutin, le gouvernement a coupé la connexion Internet jusqu'à la publication des résultats. Pendant cette période, plusieurs dérapages ont été signalés.

Dans la nuit du 9 au 10 janvier, la CENI a proclamé l'opposant Felix Tshisekedi président. Cependant, son regroupement politique, Cap pour le changement (Cach) n'a obtenu qu'environ 10 % des sièges au Parlement. Par contre, le Front commun pour le Congo (FCC) a remporté près de 70 % de sièges, alors que son candidat présidentiel Emmanuel Shadari Ramazani a glané moins de 24 % des suffrages. Ces résultats ont été contestés par Martin Fayulu, candidat d'une autre coalition de l'opposition, Lamuka.

La Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) de l'Église catholique, qui dit avoir déployé plus de 40.000 observateurs électoraux, attribue la victoire à Martin Fayulu, avec environ 60 % du suffrage exprimé. Des chiffres corroborés par

un document téléchargé à partir du serveur de la CENI et en phase avec plusieurs sondages d'opinion, notamment du Groupe d'Étude sur le Congo de l'Université de New-York.

Prestation de serment et tractations sur les institutions

Malgré ces multiples suspicions de falsification des résultats par la CENI, la Cour constitutionnelle a confirmé la victoire de Felix Tshisekedi qui a prêté serment le 24 janvier. Le peuple a ainsi vécu la première passation pacifique du pouvoir entre le fils de Laurent Désiré Kabila, « tombeur » de Mobutu en 1997, et le fils de l'opposant « historique », Etienne Tshisekedi. Après avoir nommé son cabinet politique, dirigé par son principal allié, Vital Kamerhe, le nouveau président a effectué des visites auprès de ses voisins africains, ainsi qu'aux États-Unis, qui ont tous reconnu sa douteuse victoire.

Certains continuent à voir l'ombre de Joseph Kabila dans la gestion du pays car tous les postes importants de gouvernance du pays, dont les forces de sécurité et les gouverneurs des provinces, restent contrôlés par le régime sortant. Ayant la majorité parlementaire, le FCC entend former le gouvernement et appliquer son programme. Felix Tshisekedi a donc le choix entre la cohabitation ou la coalition... ou le conflit ouvert, qui pourrait être déclenché par sa lutte proclamée contre la corruption, fléau qui a considérablement enrichi le clan Kabila, alors que la majorité de la population végète avec des moyens misérables.

La Cenco, comme la majorité de la population souhaite voir le nouveau président prendre les distances avec le régime Kabila.

Attentes d'un vrai changement social et sécuritaire

Dans un tel contexte, la grogne sociale s'amplifie dans le pays. Confiants que Tshisekedi s'abstiendra d'ordonner une répression brutale, des manifestants, dans des entreprises publiques et privées,

revendiquent l'amélioration des conditions sociales et salariales. Ainsi, dans les quartiers chics de Kinshasa, nombreux sont les magasins fermés, à cause de la longue grève de ses employés, fatigués de survivre avec 80 dollars par mois. Pour répondre aux différentes attentes, Tshisekedi procède à des auditions des décideurs et a déjà sanctionné un ministre et des mandataires de l'État. Il a aussi lancé un programme d'urgence de 100 jours axé sur l'amélioration des conditions de la population en investissant dans les infrastructures routières, l'énergie, l'habitat, l'éducation ainsi que la santé. Depuis son arrivée au pouvoir, certaines régies financières ont doublé, voire triplé, leurs recettes. Mais le budget, évalué à 4 milliards de dollars reste minime pour réaliser ce projet ambitieux.

Le début d'exécution de ce programme suscite de l'espoir certes, mais le défi à relever reste immense. Outre le chômage, de nombreux travailleurs ne touchent qu'environ 50 dollars par mois alors que de hauts cadres en gagnent jusqu'à mille fois plus. La lutte contre la pauvreté passe sans conteste par la réduction des inégalités salariales. D'autres maux devront être combattus, en particulier la terrible insécurité dans l'Est en proie aux groupes armés s'appropriant les ressources naturelles, mais aussi la fraude fiscale, ainsi que l'épidémie d'Ebola qui progresse dans certaines régions. ■

Michel Kifinda Ngoy est un citoyen congolais vivant à Kinshasa. Les opinions au sein de la société congolaise sont très divisées et contrastées. Nous présentons sa contribution comme un élément du débat. Elle ne reflète cependant pas notre analyse à propos de l'actualité politique de ce pays dont les enjeux dépassent la seule question de la probité ou non du processus électoral. Nous y reviendrons dans la prochaine édition du DR en ciblant le rôle des puissances impérialistes dans la vie politique congolaise.

« À la ligne, feuilles d'usine »

Marc Pierret

Joseph Ponthus, né en 1978, nous livre ici son premier roman qui lui vaudra le grand prix RTL-Lire de 2019. Il y décrit par le menu, une expérience de travailleur intérimaire, dans une conserverie de poisson puis dans un abattoir. L'auteur, titulaire d'une prépa littéraire à Reims, a exercé pendant une dizaine d'années en tant que travailleur social dans la région parisienne. Il avait alors écrit en 2012, avec quatre jeunes de banlieue *Nous... La Cité* aux éditions Zones.

Par amour de celle qu'il va épouser, le narrateur émigre vers la Bretagne. N'y trouvant pas de travail en rapport avec sa formation, il est contraint de frapper à la porte des agences d'intérim locales qui ne lui proposent que des emplois précaires dans l'agroalimentaire. À la ligne projette d'emblée le lecteur, dans les cadences infernales de l'industrie, ses horaires inhumains, le bruit assourdissant des machines, le froid, la puanteur et l'éclairage glauque des néons. Forme et fond liés nous font ressentir le caractère intenable de la précarité.

Malgré un travail fastidieux et répétitif, l'auteur reconstitue par l'écriture tout ce qu'il a vécu à l'usine, ses souffrances physiques, mal de dos, mal aux bras, mal partout, que ne peuvent calmer des doses massives d'anti-inflammatoires. Après une journée épuisante, il évoque ses rêves et la stratégie qu'il déploie pour faire face aux conditions de travail. En contrepoint, la femme aimée, la maman et le chien Pok Pok...

Le récit couvre deux ans et demi de galère. Le rythme est celui de l'usine : pas le temps de ciseler de longues phrases mais des vers libres sans ponctuation. Ce n'est pas un livre militant mais le récit d'une expérience racontée, un propos politique concernant la classe ouvrière et le prolétariat.

Ce ne sont pas ces notions qui ont déserté l'industrie mais c'est la

conscience de classe qui a disparu. Le capitalisme le plus pur et le plus dur s'est engouffré dans la brèche. Il a aussi mis à son service la magie de la novlangue (G. Orwell, 1984), des euphémismes utilisés pour dénaturer la réalité du prolétariat et la nier. « Les opérateurs de production » ne sont plus occupés « sur des chaînes » mais « à la ligne », sous les ordres de « conducteurs de ligne » et non plus de contremaîtres. Ce n'est pas que la classe ouvrière ait disparu mais bien que la conscience de classe disparaisse.

Naguère, le travailleur se définissait comme ouvrier de telle usine « Je suis un Renault, un Conti... ». L'ouvrier est désormais désigné par son poste de travail « Je suis de la crevette, des abats, du chargement ou du nettoyage ». La classe ouvrière fragilisée, fragmentée, précarisée cesse d'être une force capable de s'opposer au patronat. Les prolétaires sont assimilés à des illettrés (Macron), à des « sans dents » (Hollande).

*Le capitalisme triomphant a bien compris que pour exploiter au mieux l'ouvrier Il faut l'accommoder
Juste un peu. Repose-toi trente minutes
Petit citron
Tu as encore quelque jus que je vais te pressurer*

Épuisé, le corps meurtri, le corps fracassé, l'auteur trouve une échappatoire dans ses souvenirs littéraires. Homère, Apollinaire, Aragon, Cendrars viennent à la rescousse. La littérature ne s'oppose pas à la vie, c'est la vie.

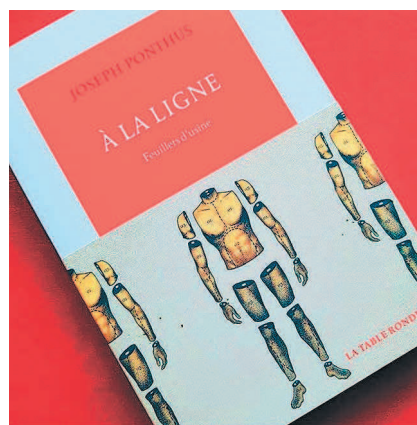
Des ritournelles obsédantes comme celles des Frères Jacques, de Souchon, de Julien Clerc rythment le tri des crevettes ou le sectionnement des queues de bovins. Charles Trenet occupe la plus haute

marque avec Y a d'la joie et La folle complainte, la plus belle chanson de tous les temps. Enfin L'internationale, Le temps des cerises et La semaine sanglante s'imposent. Grâce à cela, Ponthus s'en sort mais il garde une tendresse fraternelle pour ceux qui n'ont pas la chance d'être secouru par la littérature. À la ligne raconte l'expérience de l'auteur qui dénonce les ravages de l'ultralibéralisme

en prenant à témoin les prévisions de Marx en 1847 dans Travail salarié et capital.

« La grande industrie nécessite en permanence une armée de réserve de chômeurs pour les périodes de surproduction. Le but principal de la bourgeoisie par rapport à l'ouvrier est, bien sûr, d'obtenir le travail en tant que matière première au plus bas coût possible, ce qui n'est possible que lorsque la fourniture de ce produit est la plus grande possible en comparaison de la demande, c'est-à-dire quand la surpopulation est la plus grande. » (p. 249)

Ce texte n'a pas pris une ride au XXI^e siècle. La violence de l'ultralibéralisme s'est même accrue, plus sournoise, tentant de précipiter aux oubliettes la conscience du prolétariat et son émancipation. Les moyens utilisés sont nombreux, multiplication des écarts de salaire, emplois précaires, recours aux agences d'intérim, contrats d'indépendants... L'auteur en entrant dans l'entreprise se sent seul comme autrefois un jeune paysan se sentait seul face à l'immensité de l'usine mais il est rapidement accueilli, et se retrouve dans un groupe qui lui donne une force, la force de la classe ouvrière à laquelle il appartient; les communistes étaient le ciment de cette conscience de classe. Si le capital a mené très loin son travail de sape, nous ne le laisserons pas gagner. ■



1 À la ligne, feuillets d'usine, sorti en janvier 2019 aux éditions de la Table Ronde, Bruxelles

Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.

Pour ce faire, vous avez le choix :

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 12 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !

Où trouver le DR ?

Arlon : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon.
Bruxelles : Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • La Borgne Agasse, 30 rue Anoul, 1050 Ixelles • Aurora, 34 avenue Jan Volders, 1060 Saint-Gilles • Joli Mai, 28 rue de Roumanie, 1060 Saint-Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles
Gand : De

Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Cercle Julien Lahaut, 312 rue Saint Léonard, 4000 Liège • Librairie Entretemps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre :** Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

Sommaire

L'INVITÉ DU DR

Felipe Van Keirsbilck

Le grand capital est opposé à une transition écologique radicale • pp. 2-4

ACTUALITÉS

*Brexit : l'Albion toujours perfide...
Julien Assange : victime de la trahison et de l'indécence*

Vladimir Caller • pp. 5 & 7

Rwanda 94 : L'émotion qui cache la forêt des intérêts occidentaux

Roland Marounek • p. 6

INTERNATIONAL

Le rôle des médias dans la crise vénézuélienne

Marie Franke Deprez • pp. 8-9

Syrie : la Belgique doit assumer sa responsabilité dans le crime

Roland Marounek • p. 16

RDC : Invraisemblables verdicts des urnes et attentes de la population

Michel Kifinda Ngoy • p. 18

ENVIRONNEMENT

Les luttes sociales et environnementales, des combats indissociables

Guy Stroobant • pp. 10-11

VIE SYNDICALE

Syndicats : l'indispensable aggiornamento

Bernard Lefevre • p. 12-13

Le syndicalisme face à ses défis

Martin Willems • pp. 14-15

VIE DU PARTI

Les communistes

dans les prochaines élections • p. 17

LECTURES

« À la ligne, feuilles d'usine »

Marc Pierret • p. 19



Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement

Rédacteur en chef : Vladimir Caller

Nous contacter ?

dr@particommuniste.be

www.ledrapeaurouge.be

Adresse : 9, rue Rouppe • 1000 Bruxelles

tél. : 0477 23 70 58 • 02 347 74 27

Abonnement annuel : 15 € • à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 €

Abonnement de grand soutien : 50 €

Chômeurs, étudiants : 8 €

Compte en banque :

IBAN BE89 0004 1185 1185

ATTENTION ! lors du paiement, mentionnez votre adresse postale en communication pour l'envoi.